

MSF France dans la guerre du nord-est du Nigéria (2015-2016)

Récit d'une opération MSF

Annexes

Sommaire

ANNEXE 1. LES PRINCIPALES ETAPES DU CONFLIT	3
ANNEXE 2. REPERES DEMOGRAPHIQUES : MORTS VIOLENTES	13
ANNEXE 3. REPERES DEMOGRAPHIQUES : DEPLACEMENTS DE POPULATIONS	17
<i>Déplacés</i>	<i>17</i>
<i>Réfugiés</i>	<i>22</i>
ANNEXE 4. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES : MORTALITE GENERALE.....	24
<i>Mortalité : remarques méthodologiques</i>	<i>24</i>
<i>Enquêtes de mortalité</i>	<i>27</i>
ANNEXE 5. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES : SITUATION NUTRITIONNELLE	30
<i>Les données épidémiologiques concernant la situation nutritionnelle à Maiduguri.....</i>	<i>30</i>
<i>Enquêtes nutritionnelles.....</i>	<i>31</i>
ANNEXE 6. DONNEES DE SURVEILLANCE MSF (MORTALITE)	36
ANNEXE 7. DONNEES DE PROGRAMME MEDICALES.....	44
<i>Consultations externes (OPD) et hospitalisation (IPD)</i>	<i>44</i>
<i>Nutrition</i>	<i>49</i>
<i>Urgences.....</i>	<i>53</i>
<i>Monguno</i>	<i>54</i>
ANNEXE 8. APERÇU DES OPERATIONS DE SECOURS	55
<i>Mobilisation nationale.....</i>	<i>55</i>
<i>Mobilisation internationale</i>	<i>56</i>
<i>Mobilisation MSF France</i>	<i>58</i>
TABLE.....	61
<i>Encadrés & figure</i>	<i>61</i>
<i>Tableaux</i>	<i>61</i>
<i>Graphiques</i>	<i>62</i>

ANNEXE 1

Les principales étapes du conflit

La plupart des observateurs font remonter le conflit entre le gouvernement et Boko Haram au mois de **juillet 2009**, au moment où la police et l'armée nigérianes répriment un début d'insurrection fomentée dans le nord-est du pays par un mouvement salafiste dirigé par un jeune prédicateur kanouri¹, Mohamed Yussuf. Celui-ci est arrêté et exécuté, ainsi que des centaines de ses partisans. Les insurgés ayant survécu à la répression se dispersent dans l'État du Borno et les pays voisins (Tchad, Mali, Niger, Cameroun) avant de se regrouper l'année suivante sous la direction d'un disciple de Mohamed Yussuf, Abubakar Shekau. En juin 2010, Shekau déclare la guerre à l'État nigérian au nom du « Groupe sunnite pour la prédication et le djihad » (désigné par ses adversaires sous le sobriquet de « Boko Haram » en raison de sa condamnation morale des institutions et de l'éducation occidentales).

L'INSURRECTION URBAINE (2010-AVRIL 2013)

Entre 2010 et avril 2013, le conflit se concentre principalement dans les villes, plus particulièrement dans le nord-est du pays et à Maiduguri, capitale de l'État du Borno, où l'insurrection dispose initialement de nombreux sympathisants, sensibles à sa dénonciation de la corruption des élites et à sa promesse d'une société plus juste fondée sur la Sharia. L'insurrection mène des attaques à l'arme automatique, puis des attentats à la bombe, et, à partir de 2011, des attentats suicides, jusqu'alors inconnus au Nigéria. Elle cible principalement les forces de sécurité, les hommes politiques, les fonctionnaires de l'éducation et de la santé, les autorités religieuses et les commerçants qui refusent de coopérer avec elle ou de la financer. Les communautés chrétiennes sont également visées ainsi que les Nations unies, dont le quartier général à Abuja est la cible d'un attentat suicide le 25 août 2011. À compter de 2012, l'insurrection étend son influence dans les campagnes². Début 2013, les spécialistes estiment que Boko Haram dispose de

¹ Selon la formule un peu rapide d'un journaliste du *Monde* : « Dans les quatre pays riverains du lac – Niger, Tchad, Cameroun et Nigeria –, on retrouve les mêmes peuples. Les Chuwa, une ethnie arabe, les Kanouri, maîtres du Borno, les Haoussa, les plus nombreux, les Boudouma, qui dominent le lac, et les Peuls, bergers et marchands de l'Atlantique à la mer Rouge ». https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/25/entre-maiduguri-et-boko-haram-une-lutte-a-mort_5150891_3212.html

² Ainsi, explique le chercheur Corentin Cohen : « Début 2012, alors que le conflit n'est pas encore un enjeu international et n'est pas médiatisé, le groupe se met à entrer dans les villages et à demander une forme d'allégeance aux habitants. Cela se fait en trois temps : un premier pour demander l'allégeance dans les mosquées et des chefs de communauté ; un deuxième, en cas de réponse négative, pour menacer les villageois ; et finalement, un troisième, en cas de refus, pour brûler la localité. (...) L'allégeance se traduit d'abord par un don obligatoire d'enfants et d'argent. Les enfants étaient regroupés ensemble pour être éduqués religieusement, en arabe. Selon différents militaires, ils seraient ensuite employés comme soldats pour

plusieurs bases dans les zones rurales du nord-est et qu'elle contrôle 8 des 27 districts de l'État du Borno (*Local Government Areas, LGA*) où elle aurait expulsé les représentants de l'État, occupé les bâtiments administratifs et imposé la Sharia¹.

En 2012, au moins deux factions dissidentes se sont détachées de Boko Haram, dont Ansaru, qui reproche à Shekau de massacrer des Musulmans et de délaisser les cibles occidentales. Les spécialistes estiment qu'Ansaru est proche idéologiquement et logistiquement des réseaux djihadistes transnationaux, notamment d'AQMI. Elle serait à l'origine de la vague d'enlèvements qui cible notables et ressortissants étrangers dans le nord-est du Nigéria et le nord du Cameroun à compter de 2011. Trente-trois expatriés y sont kidnappés en quatre ans, dont 10 sont exécutés et 21 libérés contre rançon (cf. encadrés).

Tout en cherchant à négocier avec les insurgés, le gouvernement crée en juin 2011 une « Joint Task Force » (JTF) chargée de « restaurer l'ordre » par la force dans les États du Borno et de Yobé. Mobilisant 6000 hommes de l'armée, de la police mobile anti-émeutes et des services de renseignement intérieurs, l'intervention de la JTF est d'emblée marquée par des violences extrêmes, dont rendent compte la presse internationale et les organisations de défense des droits de l'homme. En ville, les membres de la JTF pratiquent l'arrestation en masse de jeunes hommes, dont un très grand nombre sont torturés, exécutés ou meurent du fait des conditions de détention. Lorsqu'elle s'aventure à l'extérieur de Maiduguri, la JTF se livre à des représailles collectives contre des villages suspectés de soutenir l'insurrection. C'est ainsi par exemple qu'après la mort d'un soldat dans un accrochage avec Boko Haram, l'armée attaque la ville de Baga les 16 et 17 avril 2013, tuant au moins 200 personnes et brûlant des centaines de maisons, selon Human Rights Watch et les autorités locales².

La brutalité de la JTF est dénoncée par les autorités locales, dont le gouverneur de l'État du Borno qui considère que les violences indiscriminées ne font que pousser la jeunesse dans les bras de l'insurrection. Pour certains observateurs, les autorités fédérales, alors présidées par Jonathan Goodluck, chrétien et membre du PDP, alimentent délibérément le chaos dans les États du nord, musulmans, dont les gouverneurs sont acquis au parti d'opposition de l'APC.

LE CALIFAT (MAI 2013 – JANVIER 2015)

En mai 2013, le gouvernement fédéral déclare l'état d'urgence dans les trois États du nord-est (Borno, Yobé, Adamawa) et envoie des renforts militaires (4000 hommes supplémentaires), y compris l'aviation. C'est la première fois que l'armée nigériane bombarde son propre territoire depuis la guerre du Biafra. Mais surtout, les autorités locales encouragent la création de milices d'auto-défense, les Civilian JTF. Forme de réaction populaire aux exactions de l'armée et aux

combattre en première ligne, et donc sacrifiés plutôt que de risquer les éléments plus aguerris ». Les villageois réagissent différemment. Certains se soumettent par peur ou trouvent un terrain d'entente, d'autres fuient, d'autres résistent avec parfois l'appui de militaires (« Boko Haram, une impossible sociologie politique ? Un groupe armé catalyseur de la violence armée régionale », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n°255), p. 82).

¹ Il s'agit des LGAs de Marte, Mobbar, Gubio, Guzamala, Abadam, Kukawa, Kala-Balge et Gamboru Ngala. IRIN, "Nigerians on the run as military combat Boko Haram", KANO, 22 mai 2013.

² HRW, Nigeria: Massive Destruction, Deaths From Military Raid. Satellite Images, Witness Accounts Raise Concerns of Cover-U, 1 May 2013.

violences de l'insurrection, les milices locales entreprennent d'arrêter ou de tuer les personnes suspectées de soutenir l'insurrection dans leur quartier¹.

Selon Amnesty International, le nombre d'exécutions et de morts en détention augmente alors considérablement à Maiduguri. En mai 2013, l'armée dépose jusqu'à 180 cadavres par jour à la morgue de l'hôpital central ; 1600 corps y sont amenés pour le seul mois de juin². De l'aveu même des forces de sécurité interrogées par IRIN en novembre 2013, « *des membres de Boko Haram, des criminels, des civils innocents sont amalgamés et traités de la même façon, sans aucune tentative de vérifier leur identité*³ ».

Au second semestre 2013, l'action combinée des CJTF et des forces de l'ordre conduit à l'éviction des militants de Boko Haram de Maiduguri et des grandes villes. Les insurgés se replient en brousse (notamment dans les monts Mandira, dans la région de Gwoza). Ils sont poursuivis par l'armée de terre et l'aviation dont les bombardements indiscriminés font des victimes civiles. Cherchant à isoler économiquement l'insurrection, l'armée interdit pour un temps toute communication téléphonique et échanges commerciaux entre Maiduguri et le reste du Borno⁴.

Chassée des villes par des milices populaires, Boko Haram passe d'une guerre contre l'État à une guerre contre la société, s'en prenant plus particulièrement aux jeunes hommes auxquels elle déclare une « *guerre totale* » dans une vidéo du 18 juin 2013⁵. Les hommes en âge de combattre se retrouvent pris entre deux feux, rapporte un professeur de sciences politiques nigérian interviewé par IRIN en décembre 2013 : « *les soldats ordonnent aux villageois de constituer des milices d'auto-défense populaires ; si ces derniers refusent ils les tuent, les accusant de faire partie de Boko Haram – s'ils acceptent, ils subissent alors les représailles de BH*⁶ ».

A Maiduguri, les insurgés élargissent la cible de leurs attentats aux lieux publics aux heures de forte affluence : marchés, mosquées, gares routières, points d'eau ou sites de distribution dans les camps de déplacés qui commencent à se former au second semestre 2014. Un nombre croissant de femmes puis les fillettes sont utilisées pour perpétrer des attaques-suicides (la première fois en juillet 2014 contre des installations militaires à Yobe), afin notamment de contourner la vigilance des CJTF et des forces de sécurité nigérianes.

En zone rurale, Boko Haram tend des embuscades sanglantes sur les routes où, déguisés en militaires, les insurgés montent de faux check-points et assassinent les voyageurs qui s'y

¹ Un habitant interrogé par IRIN explique : « *Les gens des milices populaires (Civilian Joint Task Force) sont très efficaces pour arrêter les membres de Boko Haram, parce qu'ils les connaissent par leur prénom et peuvent les identifier facilement lorsqu'ils les croisent* ». IRIN, "Civilian vigilante groups increase dangers in northeastern Nigeria", KANO, 12 décembre 2013.

² Dans un rapport publié en juin 2015, l'organisation estime que sur 20 000 jeunes hommes arrêtés de manière arbitraire entre mars 2011 et mai 2015, 7000 sont décédés de « *faim, de soif, des suites de la promiscuité extrême ayant mené à des maladies, de torture et manque de soins, et de l'utilisation de produits chimiques fumigènes dans des cellules non ventilées* » (Amnesty International, *Stars on their shoulders. Blood on their hands. War crimes committed by the Nigerian military*, June 2015, Index: AFR44/1657/2015). Dès mai 2013, le NY Times rapporte que des dizaines de corps sont déposés quotidiennement à la morgue de l'hôpital central, expliquant que « *accusés, souvent sans preuve ou sur la base d'éléments fragiles, d'être des membres ou des soutiens de Boko Haram (...), les détenus sont battus, affamés, et même tués par balle ou par asphyxie* ». <http://www.nytimes.com/2013/05/08/world/africa/body-count-soars-as-nigerian-military-hunts-islamists.html?pagewanted=all&r=0>.

³ IRIN, "Detainee abuses "monumental" in northern Nigeria", MAIDUGURI, 15 novembre 2013.

⁴ IRIN, "Nigerians on the run as military combat Boko Haram", KANO, 22 mai 2013.

⁵ IRIN, "Nigeria school attacks spur vigilante groups", KANO 27 juin 2013.

⁶ IRIN, "Civilian vigilante groups increase dangers in northeastern Nigeria", KANO, 12 décembre 2013.

présentent. L'insurrection multiplie également les attaques contre les villages suspectés de collaborer avec l'armée. Ces raids, qui s'intensifient au premier semestre 2014¹, donnent lieu au pillage des réserves alimentaires, à l'incendie des habitations, à des enlèvements et à des tueries de grande ampleur (comme à Gamburu Ngala où l'insurrection exécute plus de 400 personnes le 5 mai 2014). Selon les témoignages de rescapés interrogés par Amnesty International et IRIN :

Ils sont arrivés en grand nombre et ils ont d'abord ciblé les membres des forces de sécurité. Après avoir forcé les soldats à quitter leurs baraquements, les combattants de Boko Haram ont capturé les armes et les munitions qu'ils avaient laissées. Ensuite, ils se sont attaqués aux civils, leur tirant dessus alors qu'ils tentaient de fuir, fouillant les maisons à la recherche d'hommes en âge de combattre et les exécutant. Souvent les combattants se divisaient en plusieurs groupes pendant les attaques, l'un allant de maison en maison pour y saisir les objets de valeur puis mettre le feu, un autre s'occupant de piller les magasins, un troisième de tuer les gens et un dernier d'enlever les résidents ou de les empêcher de s'enfuir².

Les captifs enlevés par Boko Haram sont utilisés comme monnaie d'échange (libération contre rançon ou contre l'élargissement de prisonniers), combattants, travailleurs forcés, et/ou « *esclaves sexuels* ». Le chercheur Christian Seignobos inscrit cette pratique dans l'économie politique du mouvement, composé de cellules autonomes « *obsédées par leur ravitaillement* » et dont la principale ressource provient du pillage et du racket :

Dépourvu de trafics rémunérateurs et d'aides financières extérieures, Boko Haram compense ce manque de ressources par la multiplication des pillages. L'être humain redevient une richesse, ce qui explique les enlèvements de femmes et d'enfants. Les coupeurs de route transfrontaliers (Cameroun, Tchad, Centrafrique) rendaient compte dès la décennie 1990 de formes de servage temporaires. Des otages entravés transportaient du matériel, assuraient des besognes de lavandières et de cuisiniers, de la même façon que dans les bases de Boko Haram. L'otage est devenu la richesse de ces impécunieux djihadistes. S'ils lèvent la zakat, encore sont-ils trop mal organisés pour la planifier et cela s'identifie plus à un racket³.

L'insurrection fait la publicité de ses exactions sur les réseaux sociaux dans une stratégie de terreur inspirée de la communication de l'État islamique, dont elle reprend une partie des codes. En décembre 2014 par exemple, elle publie une vidéo d'exécution de centaines de prisonniers accompagnée du message suivant de Shekau :

Nous nous sommes assurés que le sol de ce hangar devienne tout entier rouge de sang, et c'est comme ça que cela va se passer dans toutes les futures attaques et arrestations d'infidèles. (...) A partir de maintenant, notre devoir religieux sera de tuer, massacrer, détruire et bombarder partout où nous allons⁴.

Mais c'est surtout l'enlèvement de 276 lycéennes dans l'internat de Chibok le 14 avril 2014 qui médiatise les violences de Boko Haram sur la scène internationale. La libération des jeunes filles

¹ Cf. IRIN, "Humanitarian response gap grows in northern Nigeria", KANO, 14 March 2014. "Nigeria : des centaines de civils tués par Boko Haram", Le Monde.fr, 5 juin 2014.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/06/05/nigeria-des-centaines-de-civils-tues-par-boko-haram_4432806_3212.html#yE57ywb95i4fTWyi.99

² Amnesty International, « 'Our Job is to shoot, slaughter and kill': Boko Haram's reign of terror in north-east Nigeria », 14 avril 2015, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/1360/2015/en/>

³ Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique Contemporaine*, 2015/3. (n°255) p. 99-100.

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=3mZ4Ut91IIU>

devient un enjeu de mobilisation nationale et internationale¹ (voir encadré 2 dans le corps du récit).

Encadré 1. Le mode opératoire de Boko Haram. Cosaquerie motorisée puisant dans les savoir-faire guerriers des coupeurs de route (Zaraguina)



Boko Haram, une cosaquerie motorisée. La moto chinoise est consubstantielle à Boko Haram. Elle est la reine des batailles. Le conducteur, « cascadeur », assis sur le réservoir tient le guidon légèrement relevé, le passager à l'autre extrémité sur le prolongement métallique du siège est le « mitrailleur », le troisième au milieu indique les cibles et alimente en munitions. Cette cosaquerie motorisée qui associe moto chinoise, kalachnikov et téléphone portable se révèle particulièrement efficace, particulièrement face à l'armée qui, ne pouvant opposer de voltigeurs motorisés, est en retard d'une guérilla.

Dessin de Christian Seignobos, 2015.

L'armée offre une faible résistance à Boko Haram à l'extérieur de Maiduguri, la presse suspectant des officiers corrompus d'abandonner délibérément leurs positions et leur armement à l'insurrection contre rémunération². Les forces gouvernementales sont également accusées de commettre des massacres en zone rurale, mais les responsabilités sont difficiles à établir. L'usage

¹ « La colère monte au Nigeria après l'enlèvement de dizaines de lycéennes », Le Monde.fr avec AFP, 30 avril 2014 ; Cyril Bensimon, « L'enfer des 200 lycéennes enlevées au Nigeria », *Le Monde*, 07 mai 2014.

² Ainsi, explique par exemple Jean-Philippe Rémy : « En octobre 2014, nous avons été le témoin de la prise par les insurgés djihadistes de Mubi, une ville importante du nord de l'Adamawa, où la garnison avait pris la fuite, abandonnant derrière elle d'énormes quantités de matériel militaire. Boko Haram s'est en partie équipé de cette façon. Dans certains cas, le groupe djihadiste a « acheté » des complicités au sein de l'armée pour se ravitailler ainsi. A Mubi, ironiquement, des stocks avaient été constitués dans le camp militaire en vue d'une « offensive » contre Boko Haram qui s'est transformée en retraite avant même le premier affrontement. » « Boko Haram, affaibli militairement, poursuit sa politique de terreur », *Le Monde*, 21 novembre 2015.

par l'insurrection d'uniformes et de matériel appartenant à l'armée jette le doute sur l'identité des auteurs de certains massacres.

Ayant pillé (ou acheté) à l'armée d'importants stocks de munitions et d'armes lourdes (véhicules, blindés, artillerie), Boko Haram passe au second semestre 2014 à une guerre de position. Elle occupe durablement les villes et villages qu'elle attaque et proclame le Califat le 24 août 2014, peu après la prise de Gwoza, ville de 200 000 habitants¹. A la fin de l'année, le contrôle territorial de Boko Haram s'étend sur 20 des 27 LGA du Borno (dont trois villes importantes et une trentaine de villages), une partie des États de Yobe et de l'Adamawa. Maiduguri est presque totalement encerclée². L'insurrection multiplie les incursions et attaques au nord du Cameroun et au Niger. Poussant son avantage, elle lance une offensive début janvier 2015 contre Baga, localité située au bord du Lac Tchad qui héberge le quartier général de la Force multinationale conjointe (MNJTF) composée de troupes du Nigéria, du Niger, du Cameroun, du Tchad et du Bénin censées coopérer dans la lutte contre le banditisme et le terrorisme dans la région du Lac Tchad. Le 25 janvier, Boko Haram mène une attaque simultanée contre Maiduguri et Monguno. Si les insurgés échouent à prendre la capitale du Borno, ils s'emparent en revanche de Monguno.

Fin janvier 2015, le Califat de Boko Haram est à son apogée. Sa création s'est accompagnée d'une vague de violence sans précédent, comme à Gwoza dont la conquête a donné lieu au massacre d'au moins 600 personnes et à Baga, où Boko Haram tue des centaines d'habitants (2 000 selon les estimations les plus hautes), incendie les habitations et rase 16 villages alentour³. Ces violences sont à l'origine de nouvelles vagues de déplacements de population en direction des pays voisins et de la capitale de l'État du Borno. Pour autant, un nombre indéterminé d'habitants continue à vivre sous l'emprise des insurgés et de leurs « émirs » qui selon les lieux exercent un contrôle plus ou moins total sur la population, l'empêchant de fuir et exigeant un strict respect de normes de comportement ainsi qu'une contribution matérielle et humaines (combattants) à l'effort de guerre. Boko Haram ne semble pas toujours avoir les moyens de ses ambitions totalitaires. Ainsi rapporte un journaliste d'IRIN en janvier 2015 :

La réaction de la plupart des gens face à l'arrivée de Boko Haram est de fuir. Il semblerait que Boko Haram n'ait pas suffisamment d'hommes pour occuper efficacement ses villes, et l'occupation se ramène rapidement à quelques barrages routiers, sans réelle tentative de créer une administration alternative. Ainsi, la vie continue à peu près normalement si vous êtes, par exemple, un paysan traditionnel⁴.

Face à la progression fulgurante des insurgés qui illustre l'incurie de l'armée, le président Jonathan Goolduck tente de réagir à l'approche des élections présidentielles de 2015. Fin 2014, il se procure de l'armement auprès des gouvernements russe et chinois et confie à une compagnie

¹ Cyril Bensimon, « Boko Haram annonce la formation d'un califat islamique dans le nord du Nigeria », *Le Monde*, 26 août 2014,

http://www.lemonde.fr/international/article/2014/08/26/boko-haram-annonce-la-formation-d-un-califat-islamique-dans-le-nord-du-nigeria_4476731_3210.html#58EeOp7bVzuBHoql.99

² En août 2014, BH s'empare de Gwoza (6), Buni Yadi (21), Kerawa et Ashigashiya (24), Gamboru Ngala (25). En septembre BH prend Bama et Banki (2) puis Michika (8). Au 12, Damboa, Pulka, Ashigashia, Liman Kara, Marte, Kirenowa, et Gulani, sont également aux mains de l'insurrection et Maiduguri est presque encerclée. En novembre, tombent Damasak et Malam Fatori, le long de rivière Kamadougou qui marque la frontière avec le Niger.

³ Jean-Philippe Rémy, « Boko Haram met à feu et à sang le nord du Nigeria », *Le Monde*, 11.01.2015

www.lemonde.fr/afrique/article/2015/01/11/boko-haram-la-strategie-du-massacre_4553718_3212.html#wadVzDgKjX5xKSKZ.99

⁴ IRIN, "Boko Haram and Nigeria's future - five key questions answered", NAIROBI, 13 janvier 2015.

de sécurité privé sud-africaine¹ la gestion d'une unité de l'armée. Crédité de quelques succès dans la forêt de la Sambisa, cette initiative ne change pas le cours de la guerre. Il faut attendre l'entrée en lice des États voisins et l'élection d'un nouveau président à la tête de l'État nigérian pour que la situation militaire évolue de manière significative.

LA RECONQUETE (FEVRIER 2015 – 2016)

A la suite de l'attaque de Baga, l'armée tchadienne exerce son droit de poursuite et pénètre pour la première fois sur le territoire nigérian le 16 janvier 2015. Après avoir longtemps toléré l'utilisation de leur territoire comme base arrière², le Niger, le Cameroun et le Tchad décident en effet de passer à l'offensive³. Ils lancent plusieurs opérations contre Boko Haram sur leur propre territoire et renforcent leur collaboration dans le cadre notamment de la MNJTF soutenue par l'UA, l'UE et les États-Unis⁴. Monguno est repris le 16 février 2015 et Baga le 21. En mars, les insurgés sont chassés de Dikwa et Bama à l'est, de Gwoza au sud, de Damasak et Mallam Fatori au nord. Le gouvernement nigérian affirme alors avoir repris le contrôle de toutes les villes du Borno⁵. Pourtant, un certain nombre d'agglomérations continuent de lui échapper (comme Banki par exemple) et l'armée peine à tenir les positions reconquises avec le soutien de ses alliés régionaux (comme Marte par exemple, qui retombe aux mains de Boko Haram en mai deux mois après avoir été libérée par les forces tchadiennes⁶).

Sous le coup de la contre-offensive régionale, les supplétifs de Boko Haram se dispersent dans les villages tandis que les combattants les plus aguerris se replient dans leurs enclaves dans la forêt de la Sambisa, les monts Mandira et les pourtours du lac Tchad. Abandonnant la guerre de position, ils renouent avec la stratégie de terreur fondée sur des raids contre les villes et villages, des embuscades sur les routes et des attentats dans les centres urbains. Les insurgés intensifient également leurs opérations au nord Cameroun, où ils multiplient les attentats suicides, et lancent plusieurs attaques au Niger et au Tchad, jusque lors épargnés. Selon ICG : « *Leur colère semble*

¹ STTEP (Specialized Tasks, Training, Equipment and Protection), nouveau nom d'Executive Outcome.

² La région de Diffa devient alors une zone de financement et de ravitaillement en essence, en armes et en denrées. Boko Haram y revend une partie des fruits de ses pillages. De même au Cameroun, note ICG : « *Boko Haram a donc constitué l'essentiel de son réseau logistique à l'Extrême-Nord entre 2010 et 2014, en s'appuyant notamment sur d'anciens contrebandiers et trafiquants, des commerçants et transporteurs auxquels étaient proposées des sommes importantes pour servir de logisticiens ou ravitailleurs. Kousseri, le chef-lieu du département du Logone et Chari, était la principale base logistique : logisticiens, caches d'armes, change d'argent, fabrication de fausses pièces d'identité et impression de matériel de propagande.* »

³ Selon ICG, le Tchad « *s'est senti concerné à partir de septembre 2014, Boko Haram s'étant emparé de la route Maiduguri-Fotokol et menaçant le tronçon Mora-Kousseri, les deux principales voies d'approvisionnement de N'Djaména* ».

⁴ ICG, « *Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection* », Rapport Afrique de Crisis Group N°245, 27 février 2017. Créée en 1964 par les quatre États riverains du lac Tchad (Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun), la Commission du Bassin du Lac Tchad s'est donné pour mission principale la gestion durable et équitable du lac et de son bassin. Elle s'est plus tard dotée d'une composante sécuritaire et a créé une force multinationale conjointe en 1998, d'abord pour traiter de la criminalité transfrontalière, et plus récemment pour lutter contre Boko Haram.

⁵ Pour attester de sa reconquête, il organise une visite de presse des villes reconquises. Cf. <http://noorimages.com/feature/the-caliphate-of-ashes/>

⁶ « *Au Nigéria, la ville stratégique de Marte reprise par Boko Haram* », Le Monde.fr avec AFP, 16 mai 2015. De fait, observe Christian Seignobos : « *L'armée tchadienne donne des coups de butoir qui « libèrent » des bourgades, avant de se repositionner sur la frontière. Elle n'occupe pas le terrain. La coopération avec l'armée nigériane laissant à désirer, elle doit revenir sur les mêmes objectifs pour en chasser à nouveau Boko Haram. Ce fut le cas à Dikwa et à Kukawa, anciennes capitales du Bornou.* » Christian Seignobos, « *Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ?* », article cité, p. 93-120.

désormais se diriger contre tous ceux qui ne les soutiennent pas, y compris les communautés dont ils ont perdu le contrôle. En agissant de la sorte, ils mettent sans doute un peu plus à mal le peu d'attrait qu'ils exercent encore auprès de certaines sections de la population locale¹. » Affaibli, Boko Haram cherche à renforcer ses liens avec les réseaux djihadistes transnationaux et prête allégeance, en mars 2015, à l'État Islamique, qui la reconnaît en juillet comme sa franchise en Afrique de l'Ouest.

Entre-temps, Muhamudu Buhari (APC) a été élu en mars 2015 à la présidence de la république nigériane à l'issue d'une campagne électorale au cours de laquelle il a promis de lutter contre la corruption et d'en finir avec Boko Haram. Peul-Haoussa originaire de Katsina, cet ancien militaire commence par remanier l'état-major, transférer le commandement des opérations d'Abuja à Maiduguri et renforcer les moyens à disposition de l'armée (logistique, paiement des soldes, soutien aérien, rotations des troupes et fourniture en matériel, etc.), observe ICG.

Figure 1. Affiche de campagne de l'APC pour les élections présidentielles



Forte de ses nouveaux moyens, l'armée lance l'opération « Lafidiya Dole » (La paix à tout prix), qui vise à combattre militairement l'insurrection et à l'asphyxier économiquement, en la privant de populations et de sources d'approvisionnement. Les forces gouvernementales donnent un ultimatum aux populations vivant en zone rurale, les appelant à se regrouper dans les chefs-lieux de LGA, sous peine d'être traitées en ennemies. Dès la fin 2015 se forment ainsi une quinzaine de camps et de villes fermées dans les LGA où plusieurs dizaines de milliers de personnes sont rassemblées de gré ou de force au fil des opérations contre-insurrectionnelles, marquées par la disparition ou le massacre des jeunes hommes. L'armée renforce également le blocus économique des zones insurgées : embargo sur l'essence, fermeture des marchés où Boko Haram est censé s'approvisionner, interdiction du commerce de poivrons et d'autres denrées, censé profiter à l'insurrection. « *Au-delà de Boko Haram, ces mesures pénalisent une région entière, laissant des dizaines de milliers de personnes sans activité ni revenu, et plongeant les populations dans la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure²* » remarque ICG.

¹ ICG, « Boko Haram sur la défensive ? » Briefing, ICG n°120, mai 2016, p. 5.

² ICG, « Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection », Rapport Afrique de Crisis Group N°245, 27 février 2017.

En décembre 2015, l'armée a durablement repris le contrôle des principales villes du Borno¹. Le président Buhari déclare que Boko Haram « *ne contrôle aucune partie du territoire* » et a « *techniquement perdu la guerre*. » En réalité, si l'insurrection n'administre plus de territoire, elle dispose toujours de bases opérationnelles en zone rurales, à partir desquelles elle mène des raids meurtriers sur les routes et dans les agglomérations, s'aventurant jusque dans les banlieues de Maiduguri et les villages alentours². Les attentats-suicides et les attaques continuent de frapper la capitale du Borno, faisant près de 600 morts en 2015 et une centaine en 2016 selon la presse nigériane, le dernier en date ayant été perpétré par deux fillettes de 7 à 8 ans³. Tout au long de l'année 2016, l'armée poursuit ses opérations contre-insurrectionnelles dans les LGA, entraînant de nouveaux déplacements de population, sans pour autant venir à bout de l'insurrection.

En mai 2016, Boko Haram connaît une nouvelle scission. Contestant la stratégie de Shekau et notamment sa politique de violence extrême à l'encontre des populations, Mamman Nur et Abou Moussab al-Barnawi s'autonomisent et rallient à leur cause les cellules basées au nord de l'État du Borno et dans la région du Lac Tchad. En août 2016, l'État islamique désavoue Shekau et reconnaît al-Barnawi comme son représentant officiel en Afrique de l'Ouest. La faction EI est à l'origine d'importantes contre-offensives contre la MNJTF et oppose une solide résistance aux assauts de l'armée nigériane dans le nord du Borno, notamment dans son fief d'Abadan⁴. Les fidèles de Shekau resteraient pour leur part retranchés dans la forêt de la Sambisa et le long de la frontière camerounaise. En décembre 2016, l'armée annonce y avoir conquis le dernier camp de la rébellion, mais celle-ci continue néanmoins ses attaques. Dans le même temps, la présidence affiche sa disposition à dialoguer avec l'insurrection et négocie en octobre la libération de 21 lycéennes enlevées à Chibok⁵.

LOGIQUES DU CONFLIT

Au-delà de la violence extrême pratiquée par Boko Haram, la grande majorité des observateurs attribue son développement et sa résilience [aux turpitudes de l'État](#) nigérian et de ses élites, y compris nordistes. De manière conjoncturelle, plusieurs politiciens du Borno ont facilité le développement de la secte, pensant qu'ils pourraient l'instrumentaliser dans les luttes politiques locales et nationales. Puis le gouvernement fédéral a contribué à gonfler ses rangs en menant une

¹ Banki semble être l'une des dernières villes reprises, le 25 septembre 2015, par une opération conjointe des armées camerounaise et nigériane (<http://www.rfi.fr/afrique/20151008-reportage-boko-haram-cameroun-nigeria-unissent-forces-amchide-banki>). Banki servait de base arrière à Boko Haram pour ses opérations au Cameroun. http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/25/nigeria-reddition-de-plus-de-200-combattants-de-boko-haram_4772065_3212.html?xtmc=boko_haram&xtcr=388

² <https://fr.africacheck.org/reports/nigeria-buhari-a-t-il-raison-de-dire-que-boko-haram-na-plus-de-territoire/>

³ « Au Nigeria, deux fillettes se font exploser dans un marché », Le Monde.fr avec AFP, 11 décembre 2016.

⁴ Selon ICG : « Nur et al-Barnawi ont largement expliqué leur désaccord avec Shekau, dénonçant sa non-obéissance à l'EI, sa cupidité, l'échec de sa stratégie, sa violence contre des musulmans, et l'accusant d'avoir fait exécuter nombre de ses critiques au sein de Boko Haram. Cette faction, plus internationalisée et au fait des difficultés des autres mouvements jihadistes, tenterait de repenser les méthodes de combat et de rompre avec la stratégie d'extrême violence de Shekau. Evitant d'attaquer les civils et de mener des attaques-suicides, elle a conduit en 2016 des opérations audacieuses, notamment à Bosso en juin ou les contre-offensives contre Mallam Fatori en septembre et Gashagar en octobre, qui ont semé la panique parmi les soldats de la FMM. Cette faction serait aussi engagée dans une nouvelle tentative vers l'ouest, le long de la Komadougou, dans l'État nigérian de Yobe. Mais comme Shekau, bousculé dans la forêt de Sambisa par les troupes nigériennes, elle subit les bombardements réguliers de la FMM. »

⁵ Selon *Le Monde*, les jeunes filles auraient été échangées contre quatre prisonniers de Boko Haram dans la région de Banki, à la frontière avec le Cameroun, avec l'aide du CICR et du gouvernement suisse.

répression aveugle à l'encontre de la jeunesse du Borno¹. Plus structurellement, Boko Haram a su exploiter la désaffection de la population à l'encontre d'un État corrompu et prédateur, tout en faisant miroiter la promesse d'un ordre plus juste fondé sur la Sharia. Les spécialistes² avancent d'autres clefs d'analyse de Boko Haram, la décrivant à la fois comme une secte politico-militaire millénariste, un mouvement politique ethno-régional, un gang issu du grand banditisme rural ou un mouvement social offrant des perspectives d'émancipation aux cadets sociaux.

Encadré 2. Les différentes interprétations du phénomène Boko Haram

La plupart des spécialistes soulignent que la secte puise ses origines dans la longue histoire de l'Islam politique sahélien et le développement dans les années 1990 de courants salafistes, alimenté par des financements de pays du Golfe, le retour d'érudits, des campagnes missionnaires et la crise d'intégration des jeunes générations issues du boom démographique.

Boko Haram se comporterait également en défenseur des populations Kanuri et d'autres communautés marginalisées du bassin du Lac Tchad. Dans ses discours, l'insurrection jouerait sur la nostalgie impériale des populations du Karnem-Bornou dont l'empire prospéra du 14^{ème} siècle à la colonisation britannique, et réactiverait les fractures précoloniales entre les royaumes musulmans esclavagistes et leurs anciens obligés. Par ailleurs, le groupe apporterait une solution aux conflits fonciers opposant les populations riveraines du Lac Tchad ; il trancherait le nœud gordien de la concurrence des régimes fonciers (étatiques, traditionnels) en appliquant le droit musulman et en redistribuant les terres des personnes ayant fui aux communautés qui lui prêtent allégeance.

D'autres analystes insistent sur la filiation de Boko Haram avec le banditisme rural et les coupeurs de routes (Zaraguinas) dont elle utilise les pratiques guerrières, notamment la prise d'otages, les embuscades sur les routes, les razzias motorisées combinant moto chinoise, kalachnikovs et téléphones mobiles (cf. encadré). Au-delà de ces emprunts tactiques, Boko Haram aurait tout bonnement « *incorporé de plus petits réseaux préexistants (dont certains n'avaient pas d'objectifs religieux) de trafiquants et de bandits par exemple* », note ICG, dont certains seraient aujourd'hui « *en passe de retourner à leurs occupations antérieures mais pourraient néanmoins être tentés de continuer à exploiter le nom et la notoriété de Boko Haram*³ ». A l'inverse, pour les agriculteurs, les éleveurs et les commerçants, Boko Haram jouerait parfois le rôle de « *parrain* », les protégeant de la violence endémique des bandits de grand chemin et autres brigands.

Boko Haram présenterait également les caractéristiques d'un mouvement social permettant aux éternels cadets sociaux (femmes, adolescents...) de s'émanciper de la tutelle de la famille, de l'école, du village, et de prendre leur revanche : « *La tête enturbannée, la kalash en travers de la poitrine, sur leurs destriers chinois à deux roues, ils se font craindre des grands Alhadji commerçants et de tout ce que la scolarisation a produit de nantis*⁴ ».

¹ Cf. Roland Marchal, « En attendant l'intervention militaire en Libye, la guerre contre Boko Haram », 25 mars 2015, <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/en-attendant-l-intervention-militaire-en-libye-la-guerre-contre-boko-haram-0>; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », CERI, Questions de Recherche N°40 – Juin 2012.

² Cf. Corentin Cohen, « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? Un groupe armé catalyseur de la violence armée régionale », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n° 255), p. 75-92 ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et la mise en récit du terrorisme au 'Sahelistan'. Une perspective historique », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n° 255), p. 21-41 ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et la souveraineté du Nigeria : une histoire de frontières », *Hérodote* 2015/4 (n° 159), p. 58-75 ; Christian Seignobos, « Boko Haram : innovations guerrières depuis les monts Mandara. Cosaquerie motorisée et islamisation forcée », *Afrique contemporaine* 2014/4 (n° 252), p. 149-169 ; Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n° 255), p. 93-120.

³ ICG, « Boko Haram sur la défensive ? » Briefing Afrique n°120, mai 2016.

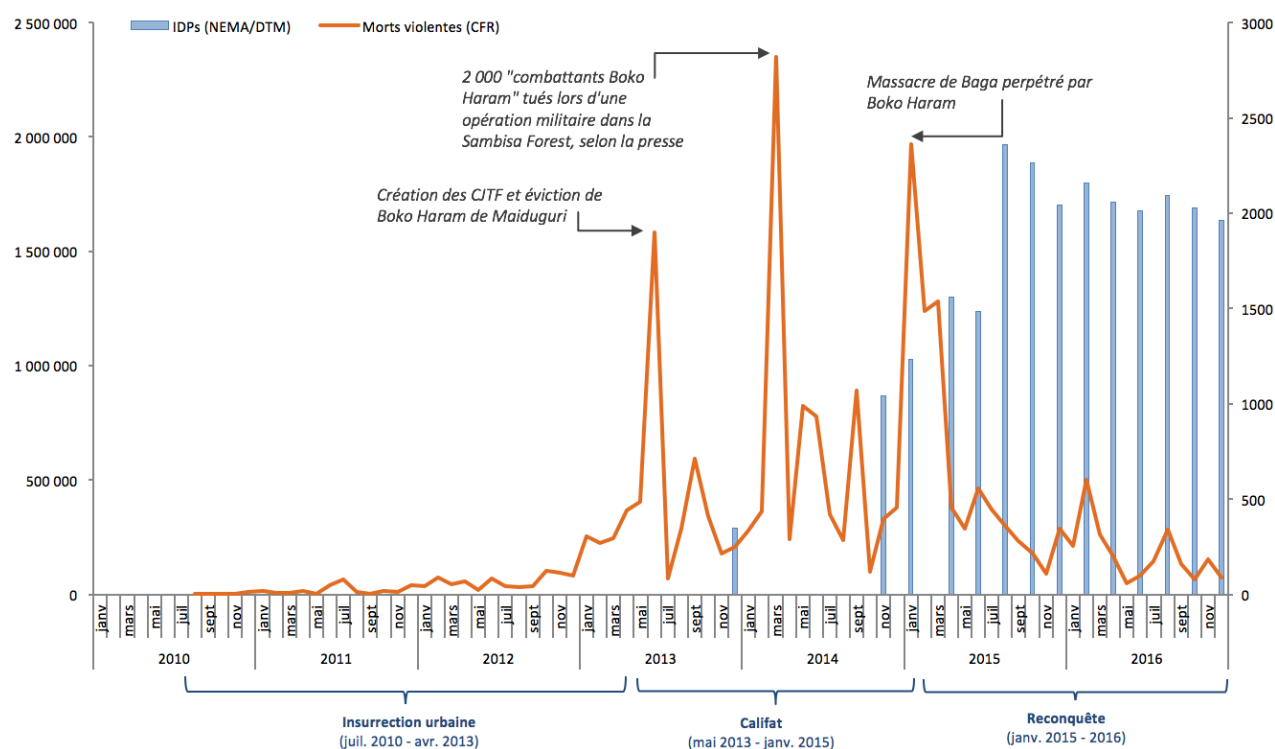
⁴ Seignobos, « Boko Haram, innovations guerrières... », article cité, p. 162.

ANNEXE 2

Repères démographiques : morts violentes

Le conflit a fait des dizaines de milliers de morts violentes et provoqué l'exode d'au moins 2,2 millions d'habitants de l'État du Borno (sur une population estimée à 5,8 millions de personnes en 2016). Il est également responsable d'une surmortalité associée à la malnutrition et à des causes médicales.

Graphique 1. Nombre de morts violentes et de déplacés recensés dans les trois États du nord-est du Nigéria (2010-2016) (sources : NEMA, DTM, CFR)



Le nombre de morts violentes dans les États du nord-est a été estimé par plusieurs bases de données comptabilisant les victimes recensées par la presse et les organisations de défense des droits de l'homme. Les deux principales sont le « Nigeria Security Tracker », tenu par le Council

on Foreign Relations (CFR)¹ ; et le « Armed Conflict Location and Event Data Project » (ACLED) de l'Université de Sussex².

Selon ACLED, le conflit aurait fait 25 000 morts violentes dans les trois États du nord-est (Borno, Adamawa, Yobe) entre 2009 et 2016 ; CFR comptabilise pour sa part 32 000 morts entre 2011 et 2016. Cette différence s'explique par la plus grande prise en compte par CFR de décès provoqués par les forces armées nigérianes. D'après CFR, une victime sur cinq a été tuée par l'armée, deux sur cinq par l'insurrection, et deux sur cinq par des auteurs indéterminés (armée, milice, rebelles).

Les spécialistes de la région estiment qu'un très grand nombre de victimes échappent à ce décompte et que le nombre total de morts violentes pourrait être trois à quatre fois supérieur³. En revanche, les bases de données reflèteraient dans les grandes lignes l'évolution dans le temps et dans l'espace des niveaux de violence. Elles montrent que c'est entre avril 2013 et avril 2015 que le conflit a été le plus meurtrier, période qui correspond à l'éviction de Boko Haram de Maiduguri, à la construction sanglante de son califat, puis à la reconquête des grandes villes par l'armée et ses alliés régionaux (épisodes qui ont tous donné lieu à des tueries de masse perpétrées par l'insurrection et les forces gouvernementales, ciblant plus particulièrement les jeunes hommes).

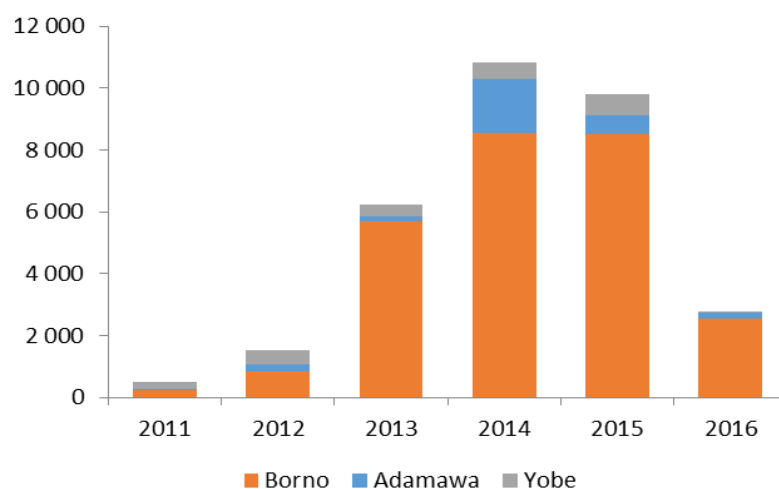
Jusqu'en mai 2013, la grande majorité des morts violentes se produisent dans les villes et principalement à Maiduguri où l'insurrection concentre ses attentats et l'armée sa répression. A partir de l'éviction de Boko Haram de la capitale, 80%-90% des victimes sont signalées en zone rurale. Le niveau de violence reste néanmoins élevé à Maiduguri en 2015 où Boko Haram intensifie sa campagne d'attentats dans les lieux publics après avoir perdu le contrôle de son territoire⁴.

¹ La base de données CFR s'appuie principalement sur les informations rapportées par la presse nigériane et la presse internationale, croisées avec « d'autres sources ». Elle débute en mai 2011, date d'investiture du président Jonathan Goodluck. Ses auteurs précisent que les données ainsi recueillies doivent être considérées comme « *indicatives* » des grandes tendances, et en aucun cas « *définitives* ». <http://www.cfr.org/nigeria/nigeria-security-tracker/p29483>

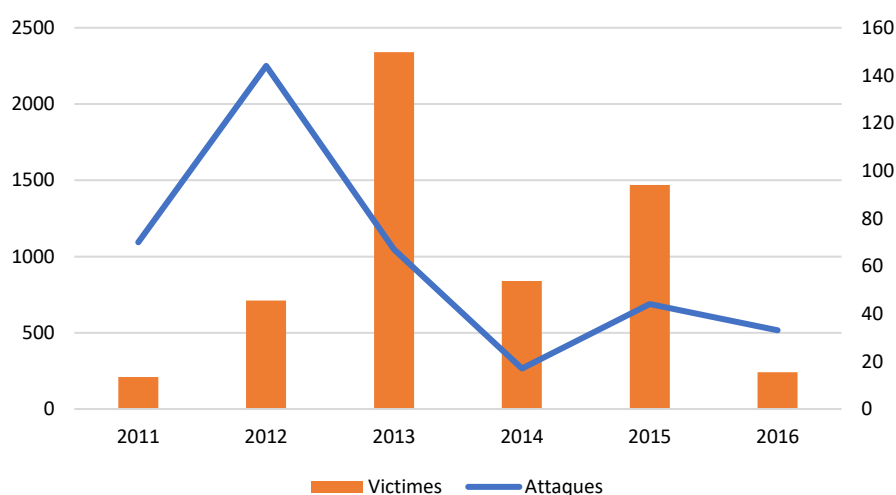
² <http://www.crisis.acleddata.com/category/nigeria/>. La base de données ACLED s'appuie sur la presse locale et internationale ainsi que sur les rapports publics de gouvernements, d'organisations intergouvernementales ou d'organisations non gouvernementales. Elle remonte jusqu'en 1997.

³ Comparant les événements recensés par la presse avec ceux dont il a eu connaissance sur un même lieu et une même période, le chercheur Adam Higazi estime que nombre total de morts pourrait être 3 à 4 fois supérieur (soit 100 000 morts depuis le début du conflit).

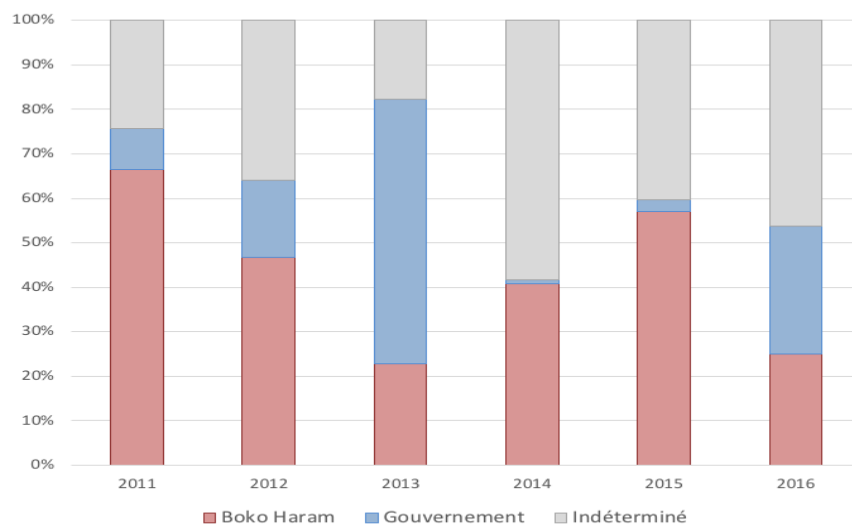
⁴ Si le nombre d'attaques perpétrées par Boko Haram à Maiduguri reste relativement stable entre 2015 (44) et 2016 (33), en revanche le nombre de victimes chute (il passe de 1470 à 271). Les spécialistes expliquent ce décrochage par la faible qualité des explosifs utilisés par l'insurrection qui aurait perdu ses artificiers les plus expérimentés et par la détection précoce des combattants et commandos suicides infiltrés qui, repérés, feraient détonner leur charge avant d'avoir atteint leur cible.

Graphique 2. Nombre de morts violentes recensées dans les États du nord-est, CFR, 2011-2016**Tableau 1. Distribution géographique des morts recensées dans l'État du Borno, CFR, 2011-2016**

	2011		2012		2013		2014		2015		2016	
Maiduguri & Jere ¹	209	91%	711	86%	2 341	41%	840	10%	1 470	17%	241	9%
Autres LGA (=Borno hors Maiduguri)	21	9%	114	14%	3 373	59%	7 710	90%	7 027	83%	2 311	91%

Graphique 3. Évolution du nombre d'événements violents et de morts associées recensés par la presse nigériane à Maiduguri MC et Jere LGA (source : CFR)

¹ La métropole de Maiduguri se compose de deux entités : le « Maiduguri Metropolitan Council (MMC) », auquel s'ajoute le district de Jere, qui représente la périphérie de la ville.

Graphique 4. Auteurs des morts violentes, 2011-2016, CFR

ANNEXE 3

Repères démographiques : déplacements de populations

Le conflit a provoqué l'exode de plus de 2,2 millions de personnes à l'intérieur du Nigéria et dans une moindre mesure vers les pays voisins.

Déplacés

Les données sur les déplacements de population dans le nord-est du Nigéria proviennent de deux sources. Jusqu'en décembre 2014, l'Agence nationale pour la gestion des désastres (NEMA) publie de manière épisodique des estimations du nombre de personnes déplacées fondées sur les informations transmises par les autorités locales, parfois complétées par des missions d'évaluation. A partir de janvier 2015, l'Organisation internationale des migrations (OIM) organise des campagnes de recensement tous les deux à trois mois en partenariat avec la NEMA et son homologue au niveau des États fédérés (la SEMA). Les résultats sont compilés dans une base de données détaillée accessible en ligne (la *Displacement Tracking Matrix*, DTM)¹ recensant les sites et les conditions d'accueil des personnes déplacées dans tout le Nigéria. Ces données sont jugées conservatrices par les observateurs locaux, mais révélatrices des grandes tendances.

SYNTHESE CHRONOLOGIQUE DES DEPLACEMENTS DE POPULATIONS

Fin 2013, l'Agence nationale pour la gestion des désastres recense 290 000 déplacés dans le Borno, l'Adamawa et le Yobe. Un an plus tard, ce nombre a triplé (870 000 personnes), avec le développement des violences de masse associées aux conquêtes territoriales de Boko Haram. En 2015, les déplacements s'intensifient encore dans les trois États du nord-est suite à la contre-offensive gouvernementale : la DTM dénombre jusqu'à 2 millions de personnes déplacées (dont

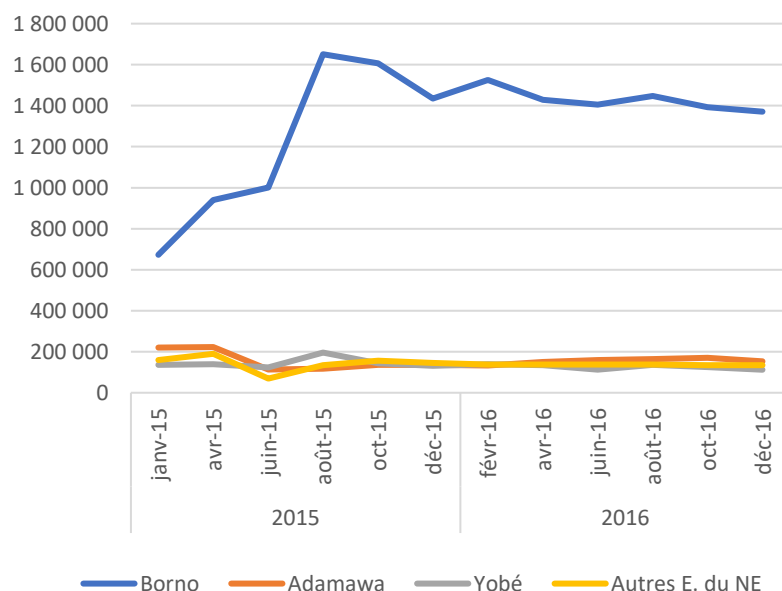
¹ <http://www.globaldtm.info/nigeria/>

1,6 million dans l'État du Borno), puis enregistre une stabilisation autour de 1,7 million en 2016 (dont 1,4 million dans l'État du Borno)¹.

Jusqu'en février 2016, la très grande majorité des déplacés recensés par l'OIM et la NEMA (80% à 98%) dans le Borno se concentre dans la métropole de Maiduguri, dont la population fait plus que doubler en 2015 (1,4 million de déplacés pour 1 million de résidents). Arrivés en plusieurs vagues, les déplacés sont hébergés par des proches, louent des habitations, occupent des maisons abandonnées. Moins de 10% vivent dans des camps, qui se répartissent entre sites officiels reconnus et assistés par l'État (généralement installés dans des bâtiments publics ou des lotissements en construction) et sites informels créés dans les interstices de la ville (concessions privées, terrains vagues, places...) et dépourvus d'assistance régulière, à l'instar de la population vivant en milieu ouvert. A partir de juin 2016, le nombre de déplacés hébergés en ville tend à diminuer alors qu'augmentent la population des camps et surtout le nombre de sites informels.

Au second semestre 2016, la NEMA et l'OIM enregistrent un nombre croissant de déplacés à l'extérieur de Maiduguri, dans une quinzaine de villes de garnison où l'armée a rassemblé, depuis plusieurs mois parfois, la population des zones rurales. En décembre 2016, la DTM estime à 559 000 personnes le nombre de déplacés à l'extérieur de Maiduguri, dont plus de la moitié vit dans des camps fermés (c'est-à-dire dont ils ne peuvent sortir sans l'accord de l'armée). Par ailleurs, selon les projections réalisées par les agences d'aide, plus de 2 millions de personnes continuent à vivre dans les zones contrôlées par l'insurrection fin 2016².

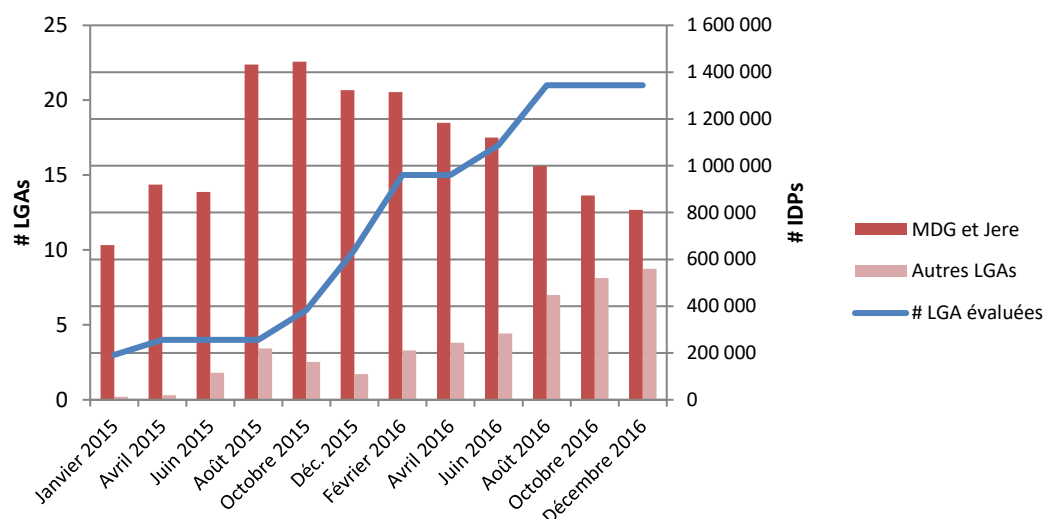
Graphique 5. Evolution du nombre de déplacés internes par État recensés par la DTM



¹ 85% des déplacés sont originaires du Borno et y demeurent.

² ACAPS, octobre 2016.

Graphique 6. Répartition des déplacés enregistrés dans le Borno par la DTM



DONNEES BRUTES DE LA DTM

Les tableaux ci-dessous sont issus du traitement par nos soins des données brutes de la base de données de l'OIM « Displacement Tracking Matrix ».

Tableau 2. Nombre de déplacés par État d'accueil recensés par la OIM/NEMA/SEMA (DTM), 2015-2016

	janv-15	avr-15	juin-15	août-15	oct-15	déc-15	févr-16	avr-16	juin-16	août-16	oct-16	déc-16
Borno	672 714	939 290	1 000 487	1 650 799	1 606 406	1 434 149	1 525 384	1 427 999	1 404 483	1 446 769	1 392 927	1 370 880
Adamawa	220 159	222 882	113 296	117 729	135 605	136 010	132 626	150 718	159 445	163 559	170 070	152 618
Yobé	135 810	139 591	122 912	195 918	144 302	131 203	139 550	134 415	112 671	135 442	124 706	112 269
Sous total	1 028 683	1 301 763	1 236 695	1 964 446	1 886 313	1 701 362	1 797 560	1 713 132	1 676 599	1 745 770	1 687 703	1 635 767
Taraba	74 125	62 689	8 305	44 036	51 605	50 227	45 587	46 824	46 942	47 195	47 587	48 583
Bauchi	60 555	84 667	43 880	72 398	77 276	70 078	65 365	63 731	63 149	61 717	58 955	57 114
Gombé	24 655	42 587	16 984	18 209	27 025	25 332	26 233	26 634	27 376	28 972	28 296	28 980
Sous-total	159 335	189 943	69 169	134 643	155 906	145 637	137 185	137 189	137 467	137 884	134 838	134 677
Total	1 188 018	1 491 706	1 305 864	2 099 089	2 042 219	1 846 999	1 934 745	1 850 321	1 814 066	1 883 654	1 822 541	1 770 444

Tableau 3. Part du Borno dans les mouvements de population au nord-est (source DTM)

	<i>Déplacés en provenance de l'Etat du Borno</i>		<i>Déplacés installés dans l'Etat du Borno</i>		<i>Part des déplacés du Borno déplacés dans leur Etat</i>
	Nbr.	% du total des déplacés dans le Nord-Est	Nbr.	% du total des déplacés dans le Nord-Est	
Janvier 2015	741 337	63%	672 714	57%	91%
Avril 2015	1 016 184	69%	939 290	64%	92%
Juin 2015	1 096 409	84%	1 000 487	77%	91%
Août 2015	1 822 194	87%	1 650 799	78%	91%
Octobre 2015	1 792 909	88%	1 606 406	79%	90%
Déc. 2015	1 610 522	84%	1 434 149	75%	89%
Février 2016	1 681 814	83%	1 525 384	75%	91%
Avril 2016	1 617 787	83%	1 427 999	73%	88%
Juin 2016	1 585 301	85%	1 404 483	76%	89%
Août 2016	1 629 041	84%	1 446 769	75%	89%
Octobre 2016	1 533 496	85%	1 392 927	77%	91%
Décembre 2016	1 515 350	86%	1 370 880	78%	90%

Tableau 4. Répartition géographique des déplacés internes recensés dans le Borno (source DTM)

	# LGA évaluées	Borno Total	<i>Dont Maiguri et Jere</i>		<i>Dont Bama</i>	<i>Dont Dikwa</i>	<i>Dont Monguno</i>
			Nbr.	% total			
Janvier 2015	3	672 714	660 374	98%			
Avril 2015	4	939 290	920 092	98%			
Juin 2015	4	1 002 688	887 871	89%			
Août 2015	4	1 650 799	1 432 171	87%			
Octobre 2015	6	1 606 406	1 444 098	90%			
Déc. 2015	10	1 434 149	1 323 621	92%			
Février 2016	15	1 525 404	1 314 439	86%			
Avril 2016	15	1 427 999	1 184 074	83%			
Juin 2016	17	1 404 483	1 121 022	80%	25 470	56 260	
Août 2016	21	1 446 829	998 722	69%	9 397	72 444	80 103
Octobre 2016	21	1 392 927	873 059	63%	39 326	56 509	79 690
Décembre 2016	21	1 370 880	810 934	59%	29 550	70 791	88 650

Tableau 5. Distribution des déplacés à Maiduguri et Jere LGAs par type d'implantation (sources : DTM fichiers "sites" et fichiers "baseline")

	Camps formels			Camps informels			« Communauté-hôte »	
	# camps	# déplacés	% total	# camps	# déplacés	% total	# déplacés	% total
Janvier 2015	7	36 360	6%	7	83 653	13%	540 361	82%
Avril 2015	10	88 984	10%	4	16 501	2%	814 607	89%
Juin 2015	13	82 270	9%	3	661	0%	804 940	91%
Août 2015	14	74 905	5%	4	7 230	1%	1 350 036	94%
Octobre 2015	13	70 689	5%	6	16 941	1%	1 356 468	94%
Déc. 2015	12	77 870	6%	5	10 670	1%	1 235 081	93%
Février 2016	12	69 451	5%	7	15 132	1%	1 229 856	94%
Avril 2016	8	52 068	4%	19	21 629	2%	1 110 377	94%
Juin 2016	9	50 002	4%	27	30 434	3%	1 040 586	93%
Août 2016	12	60 707	6%	37	38 662	4%	899 353	90%
Octobre 2016	10	58 213	7%	57	40 520	5%	774 326	89%
Décembre 2016	10	57 963	7%	58	49 909	6%	703 062	87%

Tableau 6. Distribution des déplacés dans les LGAs périphériques du Borno par type d'implantation (sources : DTM fichiers "sites" et "baseline")

	Camps formels			Camps informels			Communauté-hôte	
	# camps	# déplacés	% total	# camps	# déplacés	% total	# déplacés	% total
Janvier 2015	0	0	0%	1	859	7%	11 481	93%
Avril 2015	1	861	4%	1	8 016	42%	10 321	54%
Juin 2015	2	16 717	15%	0	0	0%	98 100	85%
Août 2015	3	57 240	26%	1	1 386	1%	160 002	73%
Octobre 2015	2	23 884	15%	3	7 782	5%	130 642	80%
Déc. 2015	2	22 319	20%	4	6 918	6%	81 291	74%
Février 2016	4	33 703	16%	5	14 220	7%	163 042	77%
Avril 2016	4	48 105	20%	7	16 077	7%	179 743	74%
Juin 2016	5	81 310	29%	8	64 421	23%	137 730	49%
Août 2016	24	134 808	30%	13	30 246	7%	283 053	63%
Octobre 2016	18	158 595	31%	37	111 707	21%	249 566	48%
Décembre 2016	18	153 584	27%	40	142 237	25%	264 125	47%

Réfugiés

Le Haut-Commissariat aux réfugiés estime que plus 200 000 Nigériens ont cherché refuge dans les pays voisins entre 2013 et 2016, principalement au Cameroun et au Niger et dans une moindre mesure au Tchad. Ces chiffres ne capturent qu'une partie seulement des déplacements de populations transfrontaliers, dont il est difficile de tracer les flux¹.

Les premières arrivées de réfugiés nigériens sont signalées en octobre 2013 au Cameroun². La majorité des réfugiés préfèrent alors « *rester avec des amis et de la famille à proximité de la frontière* », refusant d'être enregistrés et d'aller vivre dans des camps. Selon le HCR et la presse³, le rythme des arrivées au Cameroun s'accélère au second semestre 2014, après la prise de Gwoza en août par Boko Haram et l'extension de son contrôle sur les villages frontaliers. Près de 40 000 réfugiés nigériens sont enregistrés en janvier 2015 dans le seul camp officiel ouvert au Cameroun à Minawao (dont la population atteindra progressivement 86 000 personnes fin 2016). En juillet 2015, alors que les combats entre Boko Haram et l'armée s'intensifient sur son propre territoire, le Cameroun organise le rapatriement forcé d'au moins 15 000 réfugiés non enregistrés vivant dans les zones frontalières où le ministère de l'intérieur recense également plus de 100 000 déplacés internes camerounais⁴. Une deuxième opération de rapatriement débute en juin 2016 et se poursuit jusqu'en 2017.

Au Niger, les premières arrivées de réfugiés nigériens remontent à 2014 mais ne sont enregistrées par le HCR qu'à compter de janvier 2015, à la suite de l'attaque de Baga et des villages alentour par Boko Haram qui provoque un afflux de plus de 70 000 Nigériens dans la région de Diffa. Au Niger, les quelque 115 000 réfugiés recensés au total par le HCR début 2015 se mêlent aux dizaines de milliers de Nigériens déplacés par les attaques Boko Haram et les opérations contre-insurrectionnelles (notamment l'évacuation par la force de nombreux villages riverains du Lac Tchad).

Au moins 15 000 Nigériens fuient au même moment en direction du Tchad⁵.

¹ D'une part, un grand nombre de réfugiés s'installent en milieu ouvert, dans les villages frontaliers, et ne sont pas enregistrés par le HCR ; parmi les personnes qui fuient le Nigéria figurent également des milliers de « rapatriés », c'est-à-dire d'expatriés nigériens, camerounais ou tchadiens qui ne sont pas toujours recensés par le HCR. Par ailleurs, le HCR et les autorités locales peinent souvent à distinguer les réfugiés et les rapatriés des dizaines de milliers de déplacés internes camerounais ou nigériens qui fuient l'insécurité dans les zones frontalières. Enfin, il y a peu de données solides sur les retours volontaires ou forcés des réfugiés vers le Nigéria.

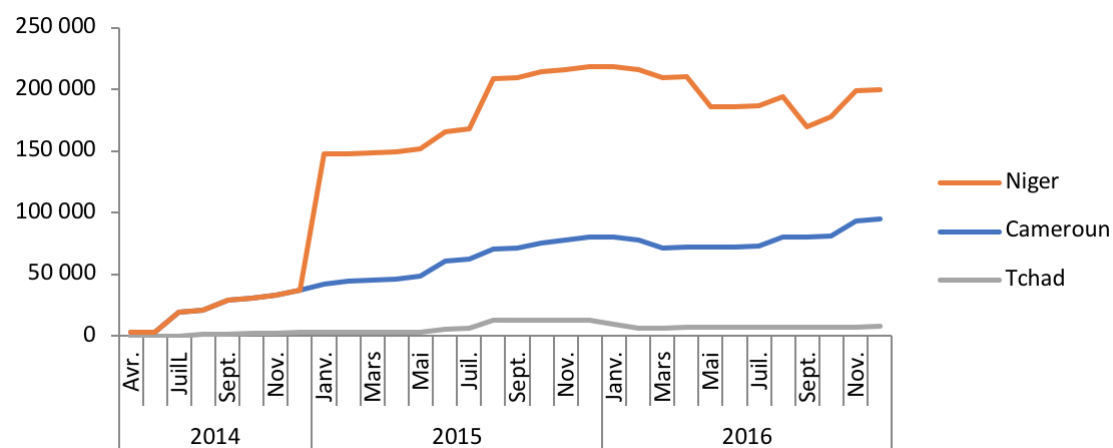
² IRIN rapporte la présence de 8 128 réfugiés nigériens dans la région de l'extrême nord dont 5 289 enregistrés par le HCR IRIN.

³ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/09/09/boko-haram-le-cameroun-dit-avoir-tue-une-centaine-d-islamistes_4484156_3212.html#4FytIPmUDbJhD5LZ.99; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/13/le-cauchemar-des-rescapes-de-boko-haram_4575862_3212.html#KrTxj9PiozxlHgJ2.99

⁴ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/04/boko-haram-a-fait-plus-de-2-millions-de-deplaces-au-nigeria_4746117_3212.html#yFIILvg7bE7gULrm.99

⁵ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/01/28/fuyant-boko-haram-plus-de-14-000-personnes-se-sont-refugiees-au-tchad_4565437_3212.html#SilGcuAyK2FLD66Y.99

Graphique 7. Évolution du nombre de réfugiés nigériens enregistrés au Cameroun, au Niger et au Tchad, UNHCR, Avril 2014-Décembre 2016



ANNEXE 4

Données épidémiologiques : mortalité générale

Mortalité : remarques méthodologiques

QUELS SEUILS D'URGENCE UTILISER POUR LE BORNO ?

Le manuel Sphere¹ comme le manuel d'urgence du Haut-Commissariat aux réfugiés² considèrent que les taux de mortalité au sein d'une population donnée dépassent le seuil d'urgence lorsqu'ils sont deux fois supérieurs au taux « *normal* ». Pour Sphere, le taux normal correspond à la mortalité « *avant le désastre* ». Pour le HCR, la normale correspond à la mortalité de la région d'origine ou de la région d'accueil des personnes déplacées. En l'absence de données fiables sur la mortalité normale de la population considérée, le HCR et Sphere recommandent d'utiliser comme référence les moyennes nationales pour l'Afrique subsaharienne, l'Europe ou d'autres régions ou le seuil d'urgence de 1 mort/10 000 personnes/jour fixé en 1985 par le département d'Etat américain (qui correspond au doublement de la mortalité moyenne enregistrée en Afrique subsaharienne dans les années 1980³).

Les données épidémiologiques sur l'état de santé des populations du Borno sont fragmentées et lacunaires. Nous ne disposons pas d'estimations fiables des taux de mortalité dans l'Etat du Borno antérieures à l'intensification du conflit à partir de 2012. Les données issues des *Demographic and Health Surveys* (DHS) donnent des estimations de mortalité à l'échelle du pays et non par Etat. A notre connaissance, il n'existe qu'une seule estimation de la mortalité brute et infanto-juvénile dans l'Etat du Borno entre 2009 et 2014. Il s'agit d'une enquête réalisée par l'Unicef dans 24 des 27 districts de l'Etat, dont la période de rappel s'étend de janvier à septembre 2012. Elle avait estimé le taux brut de mortalité à 0,1 décès/10 000 pers./jour (IC_{95%} 0.05-0.2) et la mortalité chez les moins de 5 ans à 0,3/10 000/jour (IC_{95%} 0.12-0.74). Ces chiffres sont très inférieurs au taux de mortalité brute pour le Nigéria, estimé par World Population Prospect à 0,33/10 000/jour⁴. Le profil épidémiologique du Borno (qui connaît régulièrement des épidémies) et les limites de l'enquête Unicef (qui ne couvre pas les districts les plus affectés par la violence et dont la période

¹ The SPHERE Project: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response.

<http://www.sphereproject.org/resources/download-publications/?search=1&keywords=&language=English&category=22>

² United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Handbook for Emergencies*, Third Edition. <http://www.unhcr.org/472af2972.pdf>

³ Cf. Bureau for Refugee Programs. *Assessment Manual for Refugee Emergencies*. Washington, DC: US Dept of State; 1985 et *Famine-Affected, Refugee, and Displaced Populations: Recommendations for Public Health Issues* (supervised by Mike J. Toole, M.D., DTM&H) MMWR 1992;41(No. RR-13)

<https://www.cdc.gov/mmwr/preview/mmwrhtml/00019261.htm>.

⁴ <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Standard/Mortality/>

de rappel n'inclut qu'une partie du pic de mortalité saisonnier) remettent en cause la solidité de ces taux particulièrement bas.

Dans ces conditions, nous avons pris le parti de comparer les taux bruts de mortalité recueillis à partir de 2015 dans l'Etat du Borno à au moins trois références : le seuil standard de 1/10 000/jour communément utilisé dans le milieu de l'aide en dépit de son obsolescence¹ ; le seuil d'urgence pour le Nigéria de 0,7/10 000/jour, correspondant au doublement du taux de mortalité national ; et pour les déplacés, un seuil correspondant au doublement de la mortalité enregistrée au même moment parmi la population résidente. Le double de ces seuils est utilisé pour les taux de mortalité des enfants de moins cinq ans.

LES ENQUETES DE MORTALITE A MAIDUGURI

Les données de mortalité sur la période 2015-2016 proviennent du système de surveillance MSF et des enquêtes réalisées par Epicentre et Action Contre la Faim. Dans la moitié des camps officiels hébergeant environ 100 000 déplacés (sur le 1,4 million estimé à Maiduguri), les taux de mortalité enregistrés par le système de surveillance MSF dépassent régulièrement le seuil de 1 décès pour 10 000 et par jour en 2015, avant de se stabiliser en 2016 sous le seuil d'urgence pour le Nigéria de 0,7/10 000/jour, à l'exception de deux camps qui connaissent des épisodes de surmortalité associés à des épidémies de rougeole (cf. annexe 6).

La situation des personnes vivant en dehors des camps, comme celle des familles qui les accueillent en ville, est beaucoup moins bien connue. Les premières données de mortalité les concernant sont issues de l'enquête menée par Epicentre à la demande de MSF OCP en juillet 2015 dans le district de Jere, dans les quartiers périphériques de Maiduguri. Elle montre que la mortalité (brute et infanto-juvénile) chez les personnes déplacées et résidentes entre mai 2014 et juin 2015 est inférieure au seuil d'urgence pour le Nigéria. Les taux étaient toutefois deux fois plus élevés chez les déplacés que chez les résidents, ceci pouvant s'expliquer en partie par une importante mortalité liée à la violence durant la période de rappel (28.5% des décès chez les déplacés) et lors des déplacements. Les décès étaient répartis de façon assez homogène au cours de la période sans que l'on puisse déceler un pic, on peut penser qu'une partie des décès a eu lieu avant l'arrivée à Maiduguri. Les résultats mettent également en évidence une pyramide des âges tronquée vers le bas qui indique une sous-représentation des 0-5 ans dans l'échantillon. Ce phénomène (qu'on retrouve dans toutes les enquêtes ultérieures) peut révéler un déficit de naissances (dû aux déplacements des populations qui a commencé en 2009-2010) ou une surmortalité pour les enfants antérieure à la période de rappel (i.e. avant mai 2014).

Une enquête de mortalité rétrospective réalisée par ACF en 2016 (période de rappel de janvier 2016 à avril 2016) parmi les habitants de Maiduguri et de Jere conclut à un taux de mortalité adulte de 1,03 (IC_{95%} 0,72-1,48) et un taux de mortalité infanto juvénile de 1,9 (IC_{95%} 0,97-3,68).

¹ Pour une discussion sur les seuils d'urgence, cf. Fabrice Weissman, « Mortalité : révisons les seuils d'alerte », 25 juin 2018, <https://www.msf-crash.org/fr/blog/medecine-et-sante-publique/mortalite-revisons-les-seuils-dalerte>

Depuis l'adoption du seuil d'urgence de 1 décès/10 000 personnes/jour par le Département d'Etat américain en 1985, la mortalité moyenne en Afrique subsaharienne a été divisée par deux (de 0,45 à 0,25/10 000/jour selon la Banque mondiale) et la mortalité moyenne à l'échelle du globe a diminué dans les proportions comparables pour atteindre 0,21/10 000/jour. Le seuil de 1/10 000/jour correspond à cinq fois le taux de mortalité moyen à l'échelle du globe et quatre fois le taux de mortalité moyen en Afrique subsaharienne.

Ces chiffres sont supérieurs au seuil d'urgence pour le Nigéria et à la limite du seuil standard de 2/10 000/jour pour les moins de cinq ans (qui est recouvert par l'intervalle de confiance). Ces chiffres pour la mortalité infantile sont d'autant plus préoccupants que la période de rappel n'inclut pas la période de soudure et le pic de mortalité saisonnier. Cependant il n'y a pas d'informations sur les causes de mortalité spécifiquement pour les enfants permettant d'interpréter plus finement ces résultats.

Une enquête, plus robuste au plan méthodologique, menée par Epicentre en 2016 dans les mêmes zones (période de rappel décembre 2015-octobre 2016) a estimé le taux brut de mortalité (résidents et déplacés) à 0,27/10 000/jour (IC_{95%}: 0.23-0.33) et le taux de mortalité chez les moins de cinq ans à 0,47/10 000/ jour (IC_{95%}: 0,36-0,62). Inférieurs aux seuils d'urgence standard et proches de la moyenne nationale, ces taux n'étaient pas significativement différents entre résidents et déplacés. La majorité des décès avait eu lieu entre juin et octobre dans les deux populations ce qui correspond à la saison des pluies et donc au pic de paludisme et malnutrition. La part représentée par la violence était faible (1,8% à Jere et 3,7 à MMC) contrairement à l'enquête de 2015 et les principales causes de décès étaient liées à des problèmes médicaux.

Cherchant à caractériser la situation sanitaire générale au niveau de la métropole, aucune de enquêtes ne permet d'identifier des poches de surmortalité dans les camps informels ou les quartiers les plus pauvres de la ville. Or l'existence de telles poches est avérée par de nombreuses informations qualitatives ainsi que par l'enquête réalisée par Epicentre en août-septembre 2016 dans les camps informels de Muna Garage et Custom House accueillant de nouveaux déplacés dans les quartiers périphériques de Maiduguri. L'enquête a montré que les taux de mortalité infanto-juvénile entre décembre 2015 et août 2016 y étaient 4 fois supérieurs au seuil standard de 2/10 000/jour et que l'état de santé des enfants s'était surtout dégradé depuis leur arrivée dans le camp.

Enquêtes de mortalité

Graphique 8. Taux brut de mortalité Nord Nigeria, Résultats des diverses enquêtes Epicentre menées en 2015-2016

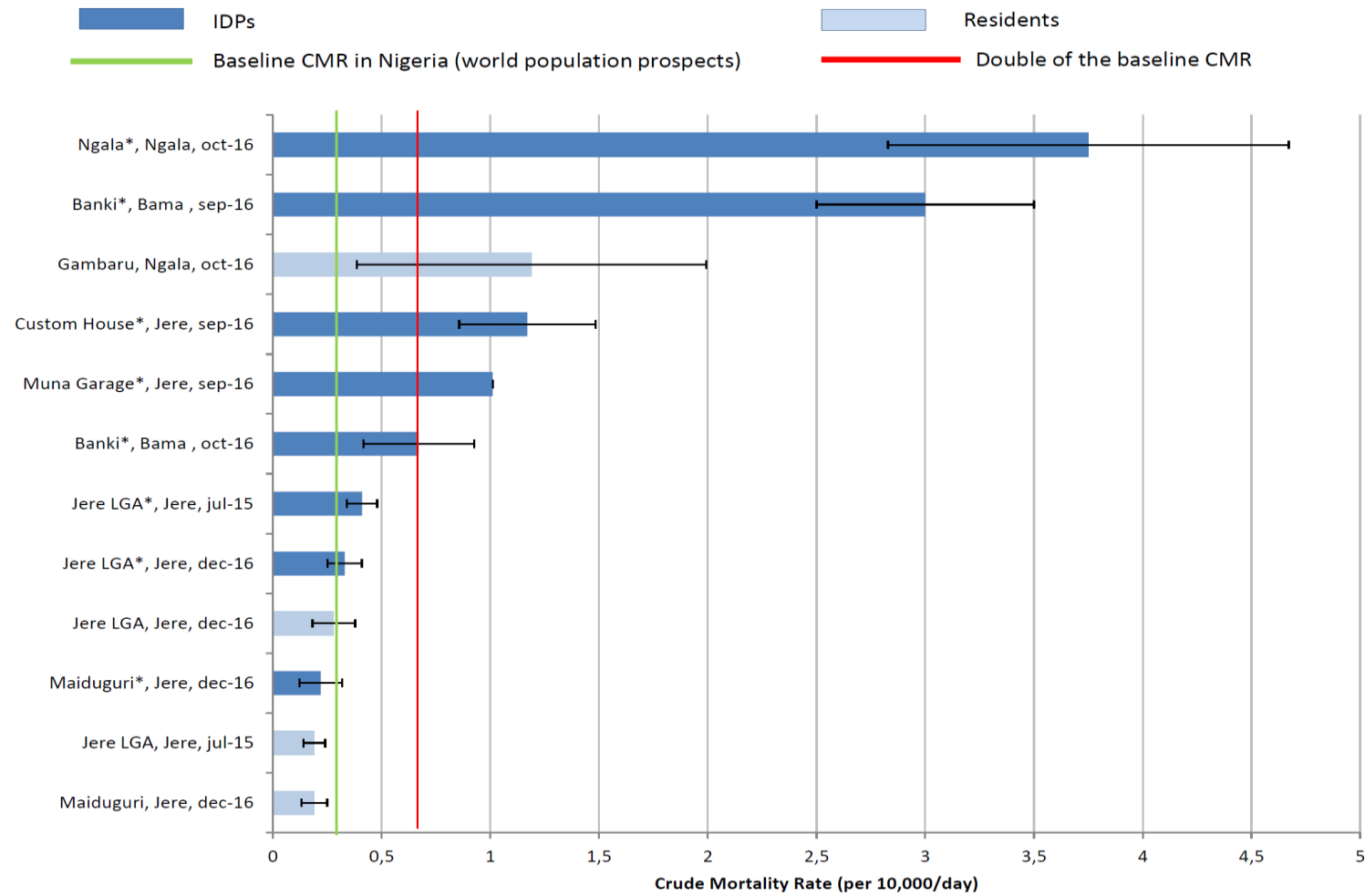


Tableau 7. Synthèse des enquêtes de mortalité rétrospective conduites dans la métropole de Maiduguri et l'Etat du Borno, 2012-2016

	Epicentre	ACF	Epicentre	Epicentre	Epicentre	Unicef
<i>Zones couvertes</i>	Jere LGA	MMC et Jere LGA	Jere LGA	MMC	MMC et Jere LGA	Borno*
<i>Période de rappel</i>	Juin 2014 Juillet 2015	Janv. 2016 mi Avril 2016	Déc. 2015 Nov. 2016	Déc. 2015 Nov. 2016	Oct. 2016 Déc. 2016	Janv. 2012 Sept. 2012
Résidents et déplacés						
CMR	0,30 (0,27-0,35)	1,03 (0,72-1,48)	0,31 (0,26-0,38)	0,20 (0,15-0,26)	0,24 (0,21-0,29)	0,10 (0,05-0,20)
U5MR	0,38 (0,28-0,52)	1,90 (0,97-3,68)	0,54 (0,39-0,70)	0,39 (0,28-0,54)	0,46 (0,37-0,57)	0,30 (0,12-0,74)
Résidents						
CMR	0,19 (0,15-0,24)		0,28 (0,21-0,38)	0,19 (0,15-0,24)	0,22 (0,18-0,27)	
U5MR	0,10 (0,04-0,24)		0,53 (0,31-0,90)	0,39 (0,27-0,55)	0,45 (0,34-0,59)	
Déplacés						
CMR	0,41 (0,35-0,48)		0,33 (0,27-0,41)	0,22 (0,13-0,26)	0,27 (0,23-0,33)	
U5MR	0,60 (0,45-0,86)		0,58 (0,43-0,78)	0,39 (0,25-0,62)	0,47 (0,36-0,62)	

*Enquête réalisée dans 24 LGA sur 27

Tableau 8. Résultats des enquêtes de mortalité rétrospectives Borno, 2015-2016 (sources Epicentre et ACF)

Camps/ Région	Période de rappel	Population	Taux brut de mortalité par 10 000 pers. / Jour	Taux de mortalité infanto-juvénile par 10 000/ jour	Enquête réalisée par
Jere LGA	Juin 2014-juillet 2015	Résidents et déplacés	0,30 (0,27-0,35)	0,38 (0,28-0,52)	Epicentre
Jere LGA	Idem	Résidents	0,19 (0,15-0,24)	0,10 (0,04-0,24)	
Jere LGA	Idem	Déplacés	0,41 (0,35-0,48)	0,60 (0,45-0,86)	
MMC and Jere LGAS	1 janvier 2016-mi avril 2016 Rapport en date août 2016	Déplacés et résidents	1,03 (0,72-1,48)	1,9 (0,97-3,68)	ACF Intl
Muna garage camp, Jere LGA	Décembre 2015-août 2016	Déplacés	1,01	3,71	Epicentre
Bama camp, Bama LGA	Juin 2016	Déplacés	2,34 (estimée)	4,75 (estimée)	MSF OCP
Konduga LGA	Avril-Juillet?? (information non dispo dans documents ACF) Rapport en date Août 2016	N/A	0,38 (0,22-0,66)	0,53 (0,17-1,62)	ACF
Kaga LGA	Idem	N/A	0,53 (0,22-1,26)	0,97(0,29-3,19)	
Monguno LGA	Idem	Résidents et déplacés	0,48 (0,19-1,19)	1,02 (0,19-5,43)	
Custom camp, Jere LGA	Décembre 2015-Novembre 2016	Déplacés	1,17 (0,92-1,49)	3,70 (2,73-5,02)	Epicentre
Jere LGA	Idem	Déplacés et résidents	0,31 (0,26-0,38)	0,54 (0,39-0,7)	
Jere LGA	Idem	Déplacés	0,33 (0,27-0,41)	0,58 (0,43-0,78)	
Jere LGA	Idem	Résidents	0,28 (0,21-0,38)	0,53 (0,31-0,90)	
MMC LGA, Maiduguri	Idem	Déplacés et résidents	0,20 (0,15-0,26)	0,39 (0,28-0,54)	
MMC LGA, Maiduguri	Idem	Résidents	0,19 (0,15-0,24)	0,39 (0,27-0,55)	
MMC LGA, Maiduguri	Idem (sorti en janvier 2017)	Déplacés	0,22 (0,13-0,26)	0,39 (0,25-0,62)	
Maiduguri, (Jere and MMC LGA)	Idem (sorti en janvier 2017)	Déplacés	0,27 (0,23-0,33)	0,47 (0,36-0,62)	
Maiduguri, (Jere and MMC LGA)	Idem	Résidents	0,22 (0,18-0,27)	0,45 (0,34-0,59)	

ANNEXE 5

Données épidémiologiques : situation nutritionnelle

Les données épidémiologiques concernant la situation nutritionnelle à Maiduguri

Le Nord-Est du Nigeria et particulièrement l'Etat de Borno a toujours connu une malnutrition importante, au-dessus du niveau national, et bien souvent au-dessus des seuils critiques définis par l'OMS¹. EN 2015, le National Nutrition and Health Survey (NNHS) estime la malnutrition générale (GAM) dans le Borno à 11,5% selon le Z-score, et la malnutrition aiguë sévère (SAM) à 2,6% selon le même critère, tandis qu'au niveau national la GAM est estimée à 7,2 % et la SAM à 1,8 %². En prenant le MUAC comme critère d'identification de la malnutrition, la GAM est estimée à 5,3% au niveau national contre 6.4% dans le Borno, et la SAM à 1,1 % dans le Borno contre 1,0% au niveau national.

En février 2015, les données d'une enquête ACF menée dans des camps de déplacés et camps informels à Maiduguri et Jere révèlent des taux alarmants de malnutrition avec une estimation de la SAM (œdèmes et MUAC) à 8,7% et une malnutrition aiguë modérée (MAM) à 27,8%. Les données des dépistages nutritionnels dans les consultations MSF rapportent une SAM et une GAM moyennes de respectivement 16% et 37% dans la clinique de Bolori 2 (août-décembre 2015) et 13,5% et 35% dans celle de Maimusari (juin-décembre 2015). Ces données sont certes à interpréter avec prudence car elles ne sont pas représentatives de la population générale, mais elles révèlent toutefois une situation critique nécessitant un suivi rapproché et une prise en charge nutritionnelle.

Pour sa part, le suivi des données anthropométriques mis en place de mai à août 2015 dans 4 camps (ATC, FTC, Gubio et NYSC) ne révèle pas de malnutrition à un seuil supérieur aux seuils d'urgence couramment admis. Alarmé par les données ACF et les données des dépistages nutritionnels en OPD, MSF demande à Epicentre au deuxième trimestre 2015 de réaliser une enquête de mortalité et nutrition parmi la population déplacée et la population-hôte du district de Jere. Cette enquête conclut également à de faibles taux de malnutrition avec une GAM de 4,1 % dans la population-hôte et 8,5% chez les déplacés.

¹ La classification OMS considère la prévalence de la malnutrition aiguë générale (sévère + modérée) comme acceptable si elle est inférieure à 5%, précaire si elle se situe entre 5 et 10%, sérieuse entre 10 et 15% et critique si elle dépasse 15%. La prévalence de la malnutrition aiguë sévère (SAM) est considérée comme critique au-dessus de 2%. Pour ce qui est de la malnutrition chronique, la prévalence est jugée acceptable au-dessous de 20%, précaire entre 20 et 30% et critique au-dessus de 40%. Les seuils d'insuffisance pondérale sont respectivement fixés à 10% (acceptable), 20% (précaire), 30% (grave) et supérieur à 30% (critique).

² National Nutrition and Health Survey: Report on the nutrition and Health Situation of Nigeria, 2015. UNICEF, USAID, UKAID, 2015.

En 2016, une série d'enquêtes est réalisée par l'Unicef et ACF dans les camps de Maiduguri. Aucune ne révèle une situation nutritionnelle grave puisque les taux de SAM sont en majorité inférieurs à 3% et la malnutrition aiguë modérée (MAM) au-dessous des 15%.

En août-septembre 2016, Epicentre mène une nouvelle enquête nutritionnelle et de mortalité en milieu ouvert (déplacés et résidents) qui confirme les résultats de 2015, à savoir une malnutrition contenue et ne reflétant pas une situation d'urgence à Maiduguri et Jere (prévalence de la SAM estimée à 0,4% chez les résidents et 0,8% chez les déplacés et 3,2% et 4,6% respectivement pour la MAM). Ces taux apparaissent même plutôt bas par rapport aux prévalences connues dans la zone et dans le pays.

Comme pour la mortalité, ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que l'enquête a été effectuée dans tout le district de Jere alors qu'il existe sans doute des poches de malnutrition que cette enquête à l'échelle du district n'a pu mettre en lumière. De fait, les enquêtes réalisées par Epicentre en août-septembre 2016 dans les camps informels de Muna Garage et Custom House révèlent des taux alarmants de SAM (9,5% à Muna et 4,3% à Custom) et MAM (15,4% à Muna et 15,6% à Custom).

Enquêtes nutritionnelles

Tableau 9. Synthèse des principales enquêtes nutritionnelles rapides conduites en milieu ouvert à Maiduguri, 2015 - 2016

Auteur	Epicentre	ACF	WFP	Unicef	NNHS
Zone	Jere LGA	MMC et Jere LGA	Maiduguri Ring*	Borno	Borno
Période	15 juin-11 juil. 2015	11-16 avril 2016	16-26 mai 2016	28 août – 5 oct. 2012	« Post Harvest » 2015
Résidents et déplacés					
SAM (MUAC/Oed.)	1,3 (0,93-1,76)	1,3 (0,5-2,9)	2,5	3,4 (2,2-5,2)	1,1 (0,6-2,1)
GAM (MUAC)	5,6 (4,82-6,50)	5,9 (3,9-8,8)	8,4	9,5 (7,2-12,5)	6,4 (4,3-9,5)
SAM (W/H)		3,1 (1,6-6,0)		2,7 (1,7-4,4)	2,6 (1,7-3,9)
GAM (W/H)		19,2 (14,2-24,6)		10,6 (7,9-14,1)	11,5 (8,8-14,9)
Résidents					
SAM (MUAC/Oed.)	1,0 (0,57-1,68)		2,3		
GAM (MUAC)	5,4 (4,32-6,78)		7,5		
Déplacés					
SAM (MUAC/Oed.)	1,5 (1,03-2,28)		2,7		
GAM (MUAC)	5,7 (4,71-7,03)		9,5		

*Enquête réalisée hors camps auprès des populations déplacés et résidentes des wards de Gongulong, Dala, Galtimari, Auno, Dusuma, Maimusari, Ngubala Bamma et Old Maiduguri situés à la périphérie de la ville, en bordure du périmètre de sécurité défensif (tranchées) ceinturant la ville. WFP, Emergency Food and Nutrition Security Assessment in Maiduguri Urban Area - Borno State, Nigeria, June 2016, Data collected in May 2016.

Tableau 10. Enquêtes nutritionnelles rapides conduites en milieu ouvert dans le Borno, 2015 – 2016

Date	Title of document	Location	Organization	Source (Methods)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Conducted January 2015 Published February 2015	Key findings from a rapid needs assessment in Maiduguri metropolitan council (MMC) & Jere LGAs	Maiduguri, MMC (Maiduguri Metropolitan Council) and Jere LGAs	Action against hunger (ACF international)	Methods: MUAC mass screening conducted in locations visited for all children between 6 and 59 months. (sampling method not specified) Observation/transect walk and visits to existing infrastructures such as markets health facilities, etc.	Results: SAM (<11.5 or Oedema): 8.7% (98) MAM (11.5 - 12.5): 27.8% (320)
Conducted June-July 2015	Retrospective mortality and nutritional survey (MUAC) in Jere LGA. Maiduguri, Borno, Nigeria	Jere LGAs	Epicentre	Cross sectional population based survey using spatial cluster sampling of household. Rapid nutritional assessment with MUAC	Results : SAM (MUAC) ; Host = 1.0% IDP= 1.5 MAM (MUAC) : Host =4.4 % IDP=4.2%
February 2016	OCHA	Borno state	Lake Chad bssin/ Crisis update No. 1. Report provided by OCHA	No data	SAM 2.2% (no age specifications) MAM 11% (no age specifications))
April 2016	Report of small-scale SMART survey in MMCs, Jere LGAs. Borno state, Nigeria	Maiduguri; MMCs and Jere LGAs	Action against hunger (ACF international)	Methods: The Small Scale Survey (SSS) adopted a cross-sectional design with two-stage cluster sampling based on the SMART methodology with the clusters being selected using the probability proportional to population size (PPS). The typical sample size of a Small Scale SMART survey is 25 clusters by 10 households, but when retrospective mortality is added to the survey, the sample size must be increased, and a 30 clusters by 14 households is advised by CDC and the Global SMART guidelines. Anthropometric data, two-week retrospective morbidity and retrospective mortality data was collected. 30 clusters based on probability to proportional to size were selected using the ENA for SMART software Nov, 2013 version (9th July 2015 update).	By Z-scores: SAM prevalence: 3.1% (1.6 - 6.0) By MUAC: SAM prevalence: 1.3 (0.5 - 2.9) By Z-scores: MAM prevalence: 16.1% (12.8 - 19.9) By MUAC: MAM prevalence: 4.6% (2.9 - 7.1)
April - May 2016	MUAC screening report	Maiduguri Setting: Arabic teachers college (ATC) Camp	UNICEF	Survey. A MUAC screening in Internally Displaced Person Camps in Borno, Nigeria Objective: to estimate the nutritional status of the population of 6-59 months old children in the IDP camps, particularly for those settlements in the newly accessible areas between April and May 2016. 38 IDP camps and camp like settlements were identified in Borno state.	SAM: 3.3% GAM: 15.8%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Government Girls Secondary School/Women teachers college Camp	UNICEF	Idem	SAM: 0.9% GAM:10.9%
April - May 2016	MUAC screening report	Maiduguri Setting: NYSC Camp	UNICEF	Idem	SAM: 1.8% GAM: 0.4%

Date	Title of document	Location	Organization	Source (Methods)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Christian Association of Nigeria (CAN)	UNICEF	Idem	SAM: 3.8% GAM: 11.5%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Teachers Village	UNICEF	Idem	SAM: 0.5% GAM: 12.1%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Mogolis	UNICEF	Idem	SAM: 3.7% GAM: 19.3%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Farm Center	UNICEF	Idem	SAM: 1.9% GAM: 6.2%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Sanda Kyarimi	UNICEF	Idem	SAM: 0.1% GAM: 4.4%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Dalori I (Federal training centre)	UNICEF	Idem	SAM: 0.6% GAM: 5.2%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: GGC/Yerwa camp	UNICEF	Idem	SAM: 0.2% GAM: 5.4%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Bakassi	UNICEF	Idem	SAM: 1.2% GAM: 5.5%
April - May 2016	Idem	Gubio LGA Setting: Gubio	UNICEF	Idem	SAM: 2.1% GAM: 7.3%
April - May 2016	Idem	Maiduguri Setting: Goni Kachallari	UNICEF	Idem	SAM: 1.4% GAM: 12.3%
April - May 2016	Idem	Bama LGA Setting: Bama (Joint UN assessment)	UNICEF	Idem.	SAM: 11.7% GAM: 39.1%
April - May 2016	Idem	Dikwa LGA Setting: Dikwa (Joint UN assessment)	UNICEF	Idem.	SAM: 20.9% GAM: 58.8%
June 2016 (Data collected in May 2016)	Emergency food and nutrition security assessment in Maiduguri urban area - Borno state in Nigeria	Maiduguri The assessment took place in Maiduguri and the outer edges of the city, delineated by a trench that surrounds it. Eight priority wards were identified, namely: Gongulong, Dala, Galtimari, Auno, Dusuma, Maimusari, Ngubala Bamma and Old Maiduguri.	World Food Program (WFP) FEWS NET	Survey. Objective: To assess and provide up-to-date figures on the food security and nutrition situation of IDPs and host populations in the eight most vulnerable outer wards of Maiduguri; Methods: Cross-sectional survey based on a household sampling stratified by geographical location (IDP and Host community). Expected number of household to visit: 449 per strata. Final number of household visited: 809	Results: Malnutrition among children 6 to 59 months old. IDP ==> SAM:2.7% MAM:6.8% HC ==> SAM:2.3% MAM: 5.2% Malnutrition among women 15 - 49 years old IDP ==> SAM:9.5% MAM: 13.5% HC ==> SAM:2.1% MAM: 6.9%

Date	Title of document	Location	Organization	Source (Methods)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Conducted on: July 2016	Mass MUAC screening report in 5 wards in MMC and Jere LGAs, Borno state	Maiduguri, Jere MMC LGA	International medical corps	Survey. Objective: To identify and refer severely acutely malnourished children (6-59 months) among the host communities in MMC and Jere LGAs. Secondly, to estimate the nutritional status, and assess the estimated outpatient therapeutic programme (OTP) coverage among the targeted community. overall, 6,112 children were screened.	SAM: 4% (247) MAM: 7% (455)
July 2016	Rapid Needs Assessment. Damboa local government area (LGA). Borno State Nigeria	Damboa LGA and Sabon Gari. Borno state, Nigeria	Mercy Corps	Data from a rapid assessment. Household surveys with 46 individuals and key informant interviews with 33 stakeholders. - No more specifications -	Among children <5 years SAM prevalence at Damboa: 10%-12% SAM prevalence at Sabon Gari: >15% for children under-5 years with MAM at 30%.
Published on: August 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Maiduguri; MMC & Jere	IMC	IMC - MUAC screening - no more details (Conducted on: June 2016)	Survey screening results are: SAM: 3.72% - N=3814 GAM: 12.7% N=3814
Published on: August 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Bama LGA, Bama town	UNICEF	UNICEF - MUAC screening - no more details (Conducted on: June 2016)	Survey screening results are: SAM: 25.0% - N=1881 GAM: 51.9% N=1881
Published on: August 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kodunga LGA, Kodunga town	UNICEF	UNICEF - MUAC Host community screening - no more details (Conducted on: July 2016)	Survey screening results are: SAM: 9.8% GAM: 22.7%
Published on: August 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Bama LGA, Banki camp	MSF	MSF - MUAC rapid assessment - no more details (Conducted on: July 2016)	Survey screening results are: SAM: 14.3% GAM: 27.2%
Published on: August 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kodunga LGA	ACF	ACF - SMART Survey MUAC - no more details (Conducted on: July 2016)	Preliminary results SAM: 3.5% - N=482 GAM: 8.7% N=482
Idem	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kodunga LGA	ACF	ACF - SMART Survey WHZ - no more details (Conducted on: July 2016)	Preliminary results SAM: 5.0% - N=477 GAM: 16.5 - N=477
Idem	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kaga LGA	ACF	ACF - SMART Survey MUAC - no more details (Conducted on: July 2016)	Preliminary results SAM: 4.7% - N=380 GAM: 15.5% - N=380
Idem	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Monguno LGA	ACF	ACF - SMART Survey MUAC - no more details (Conducted on: August 2016)	Preliminary results SAM: 12.0% - N=498 GAM: 28.5% - N=498
Idem	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Monguno LGA	ACF	ACF - SMART Survey WHZ - no more details (Conducted on: August 2016)	Preliminary results SAM: 8.7% - N=483 GAM: 27.3% - N=483
Published on: September 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Bama; Bama IDP camp	MSF	MUAC Screening (Conducted in: June 2016)	Children of 6-59 months: GAM: 46.0%

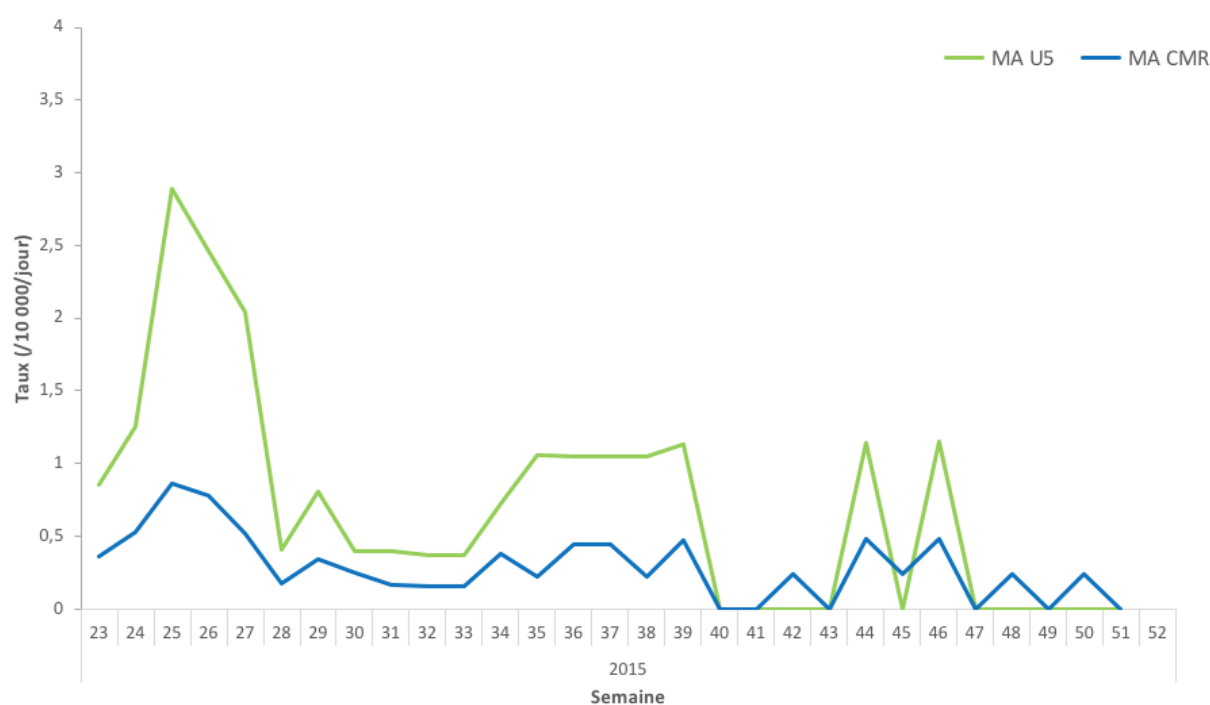
Date	Title of document	Location	Organization	Source (Methods)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Published on: September 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Bama; Bama IDP camp	UNICEF	MUAC Screening (Conducted in: June 2016)	Children of 6-59 months: GAM: 51.0%
Published on: September 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Bama; Banki IDP camp	MSF	MUAC Screening (Conducted in: July 2016)	Children of 6-59 months: GAM: 27.2%
Published on: September 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kodunga LGA; Kodunga	ACF	SMART survey WHZ (Conducted in: April - June 2016)	Children of 6-59 months: GAM: 16.4% (13.5% - 19.7%)
Published on: September 2016	FEWS NET report Nigeria Food Security Outlook update (August 2016)	Kaga LGA	ACF	SMART survey WHZ (Conducted in: April - June 2016)	Children of 6-59 months: GAM: 13.0% (10.0% - 12.6%)
October 2016	OCHA	Bama, Banki, Monguno and Dikwa	Lake Chad basin/ Crisis update No. 8. Report provided by OCHA	No data	No specific data 30% - 60% among children. No specifications on age.
Conducted August September 2016	Retrospective mortality and malnutrition among IPDs in Muna Garage and Custom House camps	Jere LGA, Borno State Muna IPD camp	Epicentre	In Muna Garage, a cross sectional survey was carried out using exhaustive methods. (N=14384)	Muna Garage : SAM (MUAC)= 9.5% MAM (MUAC)= 15.4%
Conducted August September 2016	Retrospective mortality and malnutrition among IPDs in Muna Garage and Custom House camps	Jere LGA, Borno State Custom House IPD camp	Epicentre	In custom house camp, a cross-sectional survey was carried out using simple random sampling for shelters. (N=3007)	Custom House : SAM (MUAC) = 4.3 (CI 2.7-6.7) MAM=15.6% (CI 12.2-19.9)
Conducted October-November 2016	Retrospective mortality and nutritional survey (MUAC) in Jere and MMC LGA. Maiduguri, Borno, Nigeria	Jere and MMC LGAs	Epicentre	Cross sectional population based survey using spatial cluster sampling of household. Rapid nutritional assessment with MUAC	Results JERE SAM (MUAC) ; Host = 0.4 % IDP=0.8% Results MMC SAM Host= 0.7% IDP= 1.0% Host = 2.6 % IDP=3.6% Results MMC MAM Host= 4.3% IDP= 8.6%
October 2016	MUAC Screening report	Borno state	sponsors: UNICEF, Children Investment Foundation, UKAID, USAID, CERF, Government of Canada, From the people of Japan, UE	Survey. A large MUAC screening was organized to identify and treat children with severe acute malnutrition across 11 LGAs and 110 wards in Borno state from Sept 17 to October 2016. Population N=651,616 children between 6-59 months	Prevalence of total SAM: 3.5% Prevalence of proxy SAM (MUAC <115 et/or oedema) by ward within LGAs is significantly different ranging from 0.3% to 12.1% across the different settings. Prevalence of total GAM: 12.1% The prevalence of proxy GAM (MUAC <125mm and/or oedema) by ward ranged from 0.7% - 37% across the different settings. Prevalence of GAM in Jere: 12.3% Prevalence of GAM in Maiduguri: 9.9%

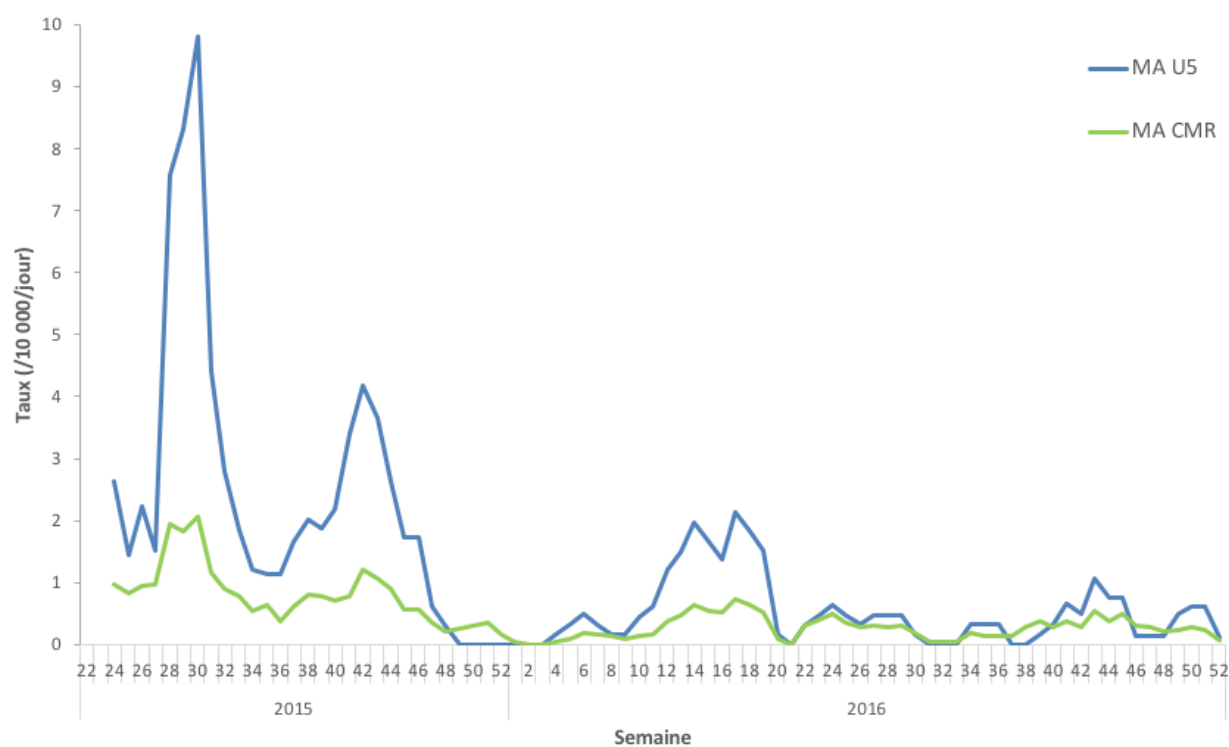
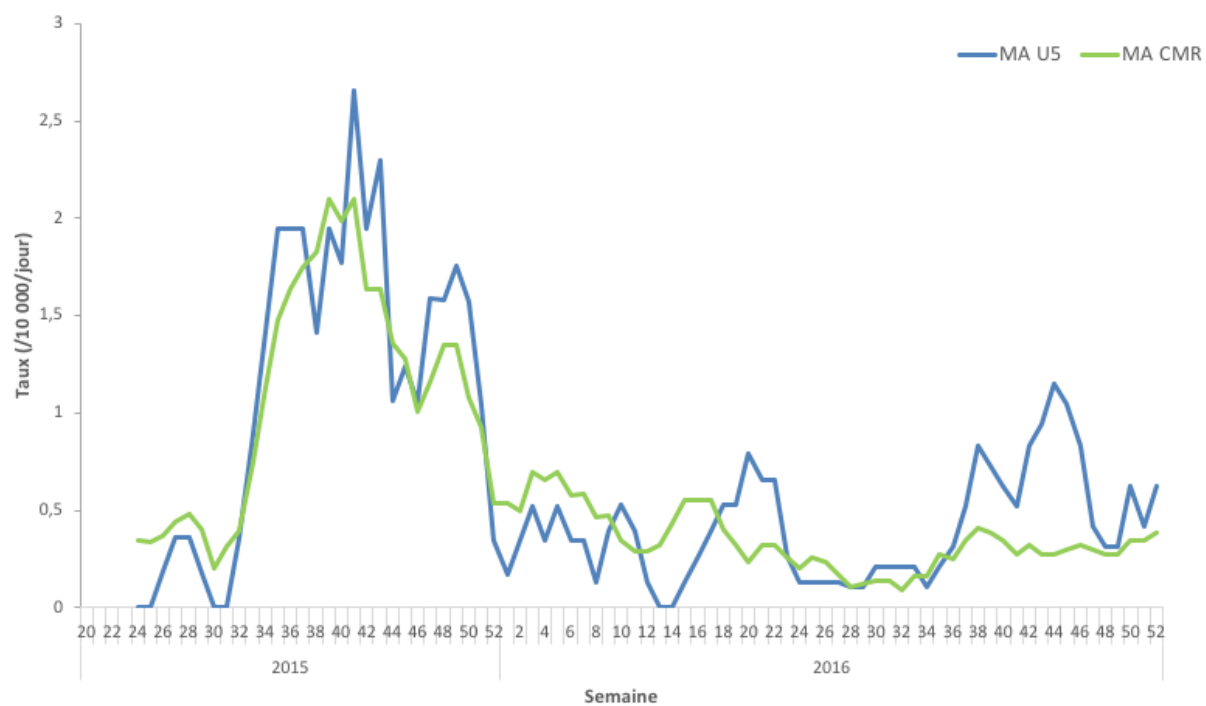
ANNEXE 6

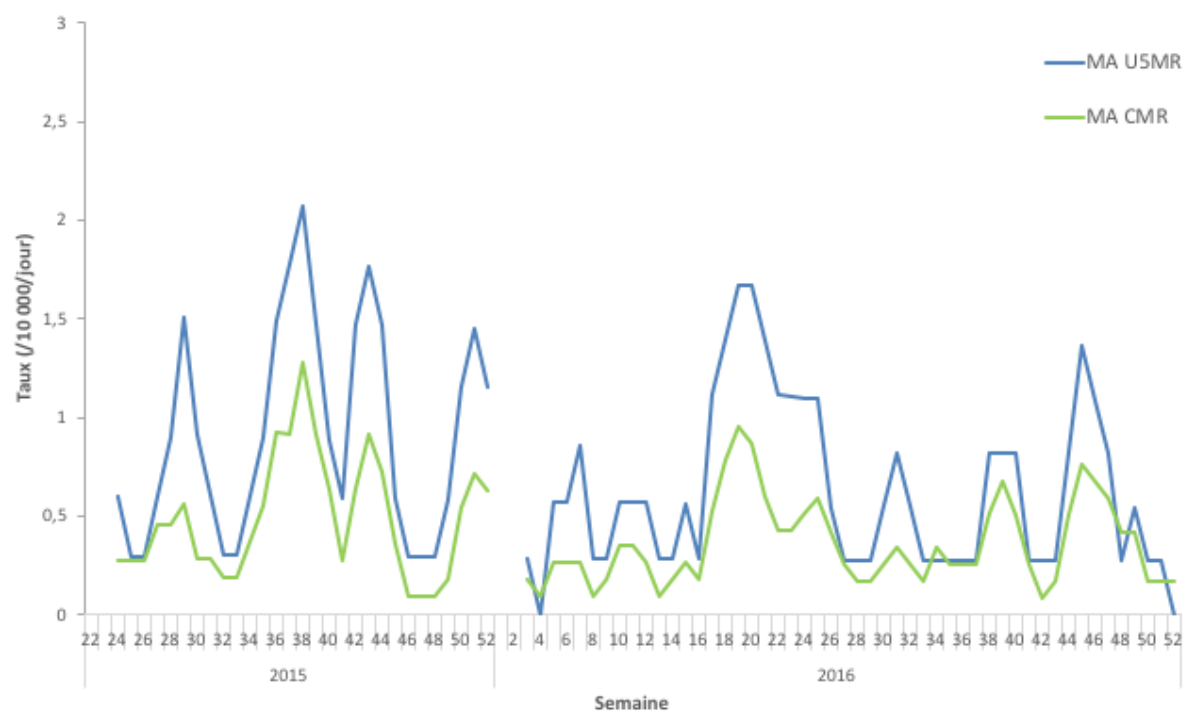
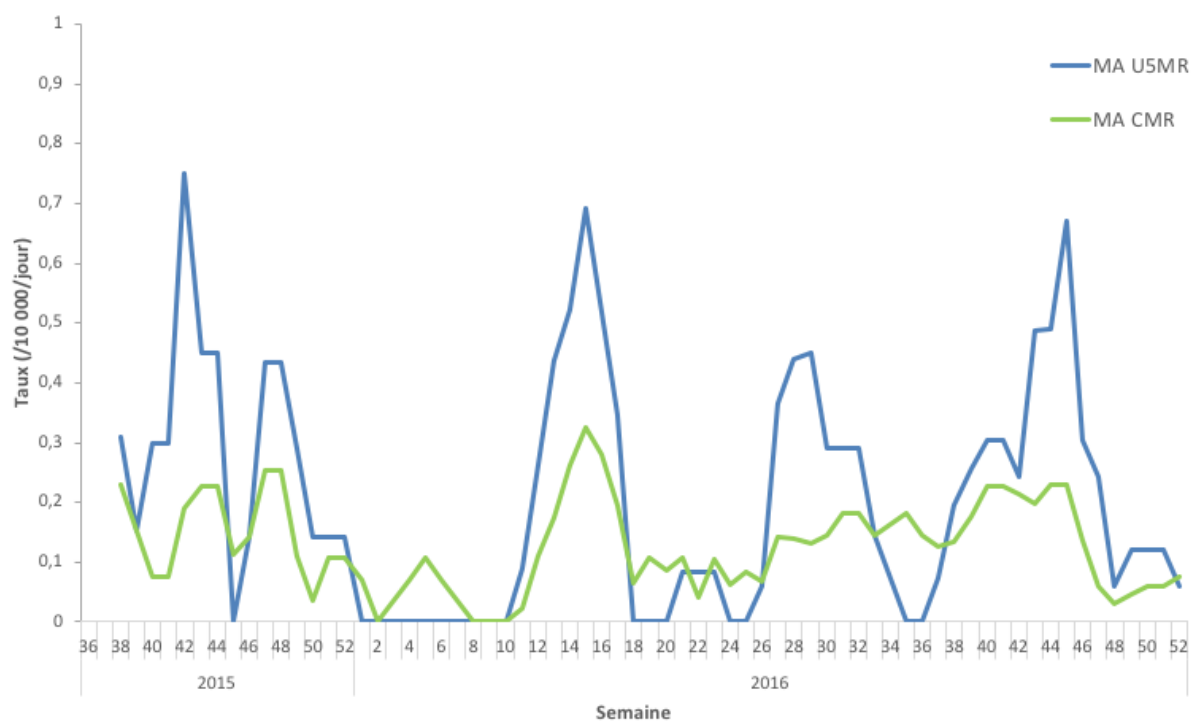
Données de surveillance MSF (mortalité)

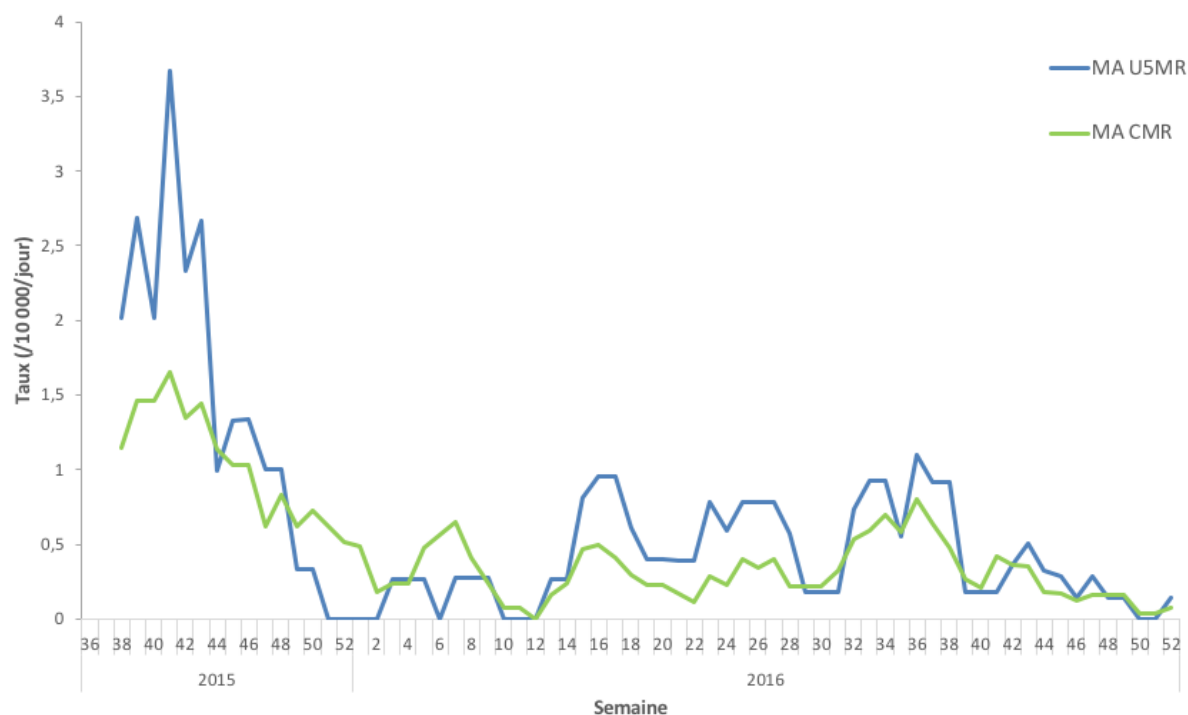
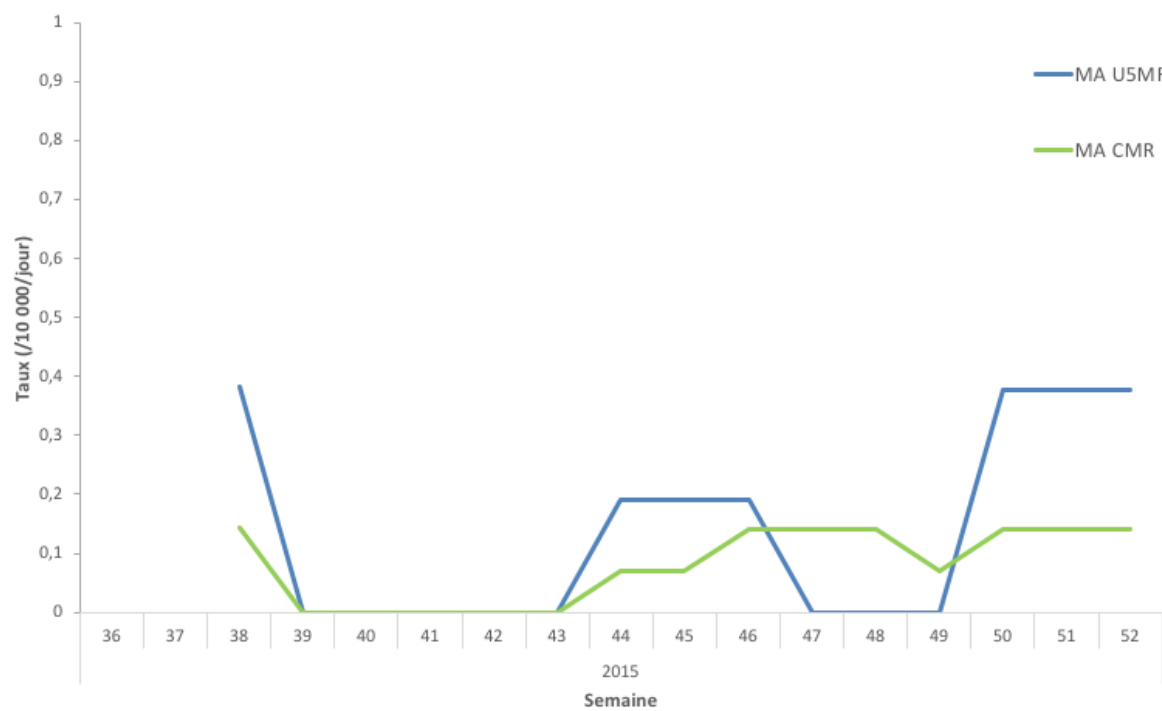
Taux de mortalité en moyenne mobile sur trois semaines tirés du système de surveillance mis en place par MSF dans les camps de déplacés.

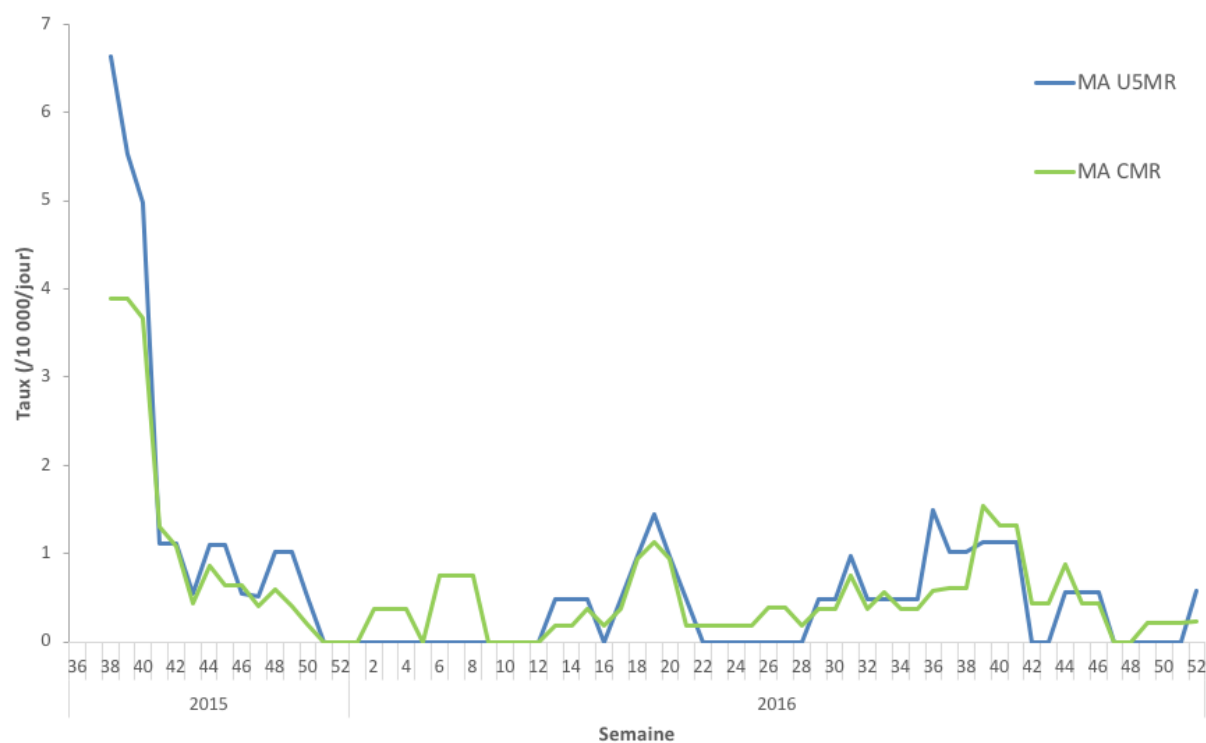
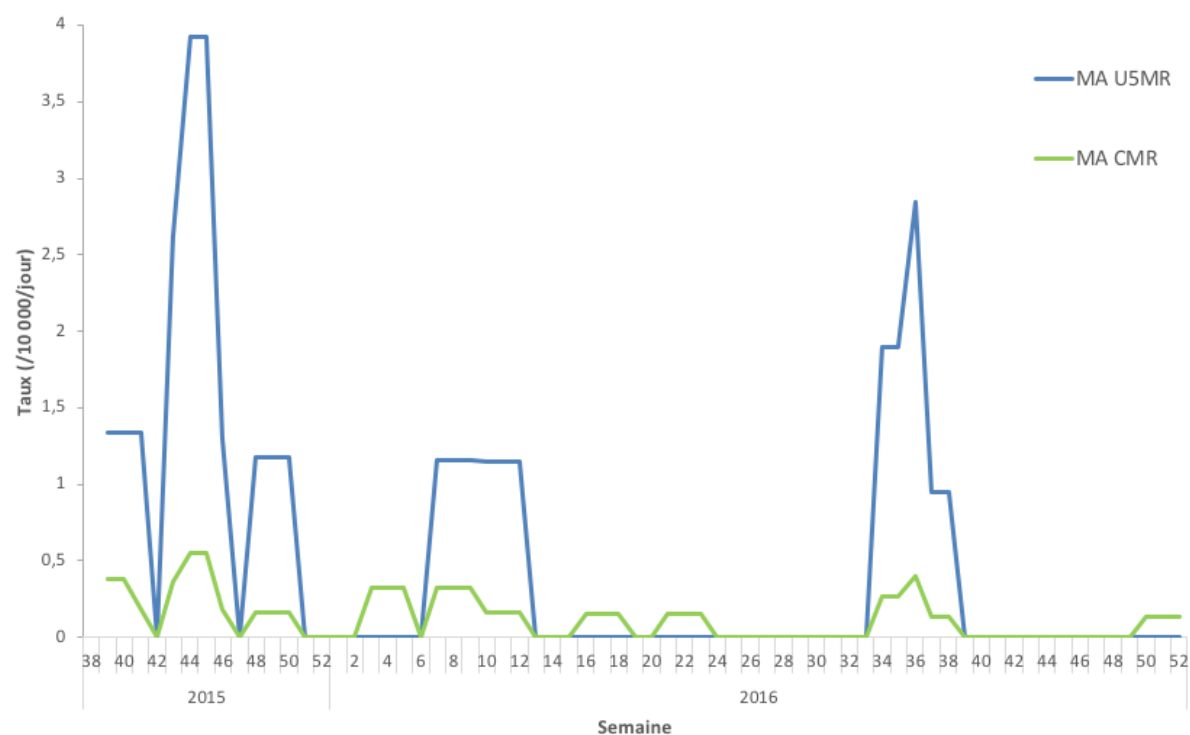
Graphique 9. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp d'Arabic Teachers College, Maiduguri, 2015

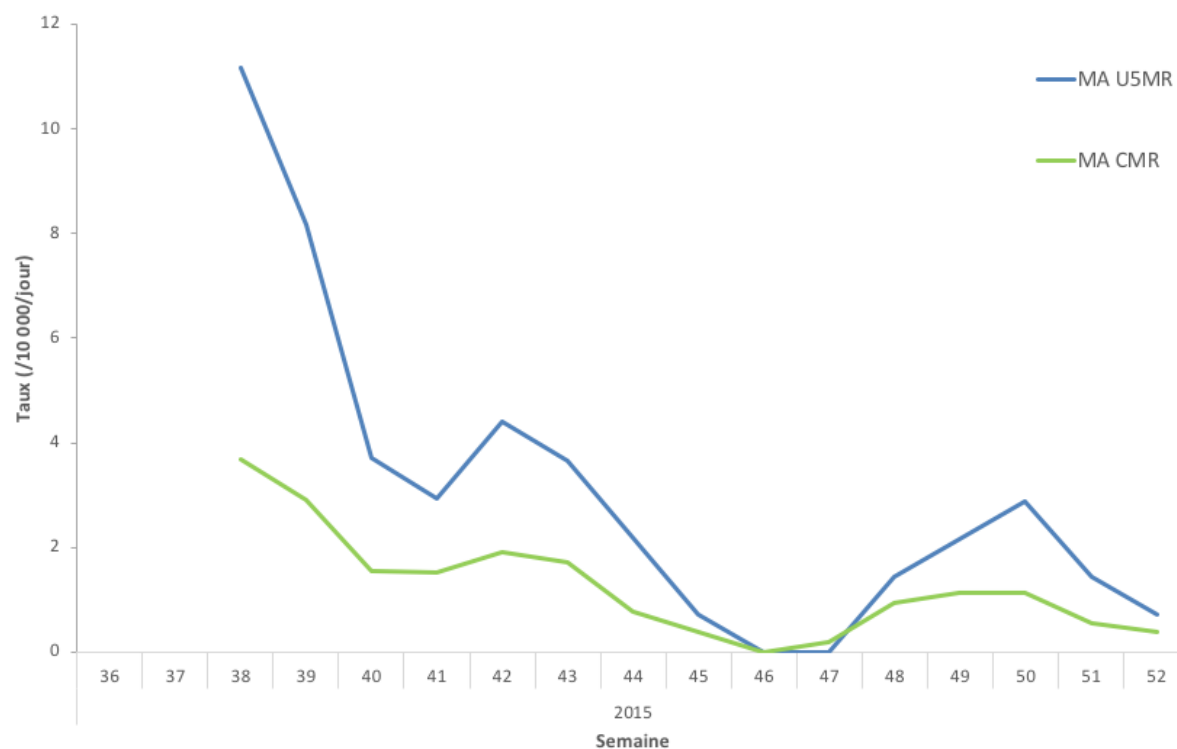
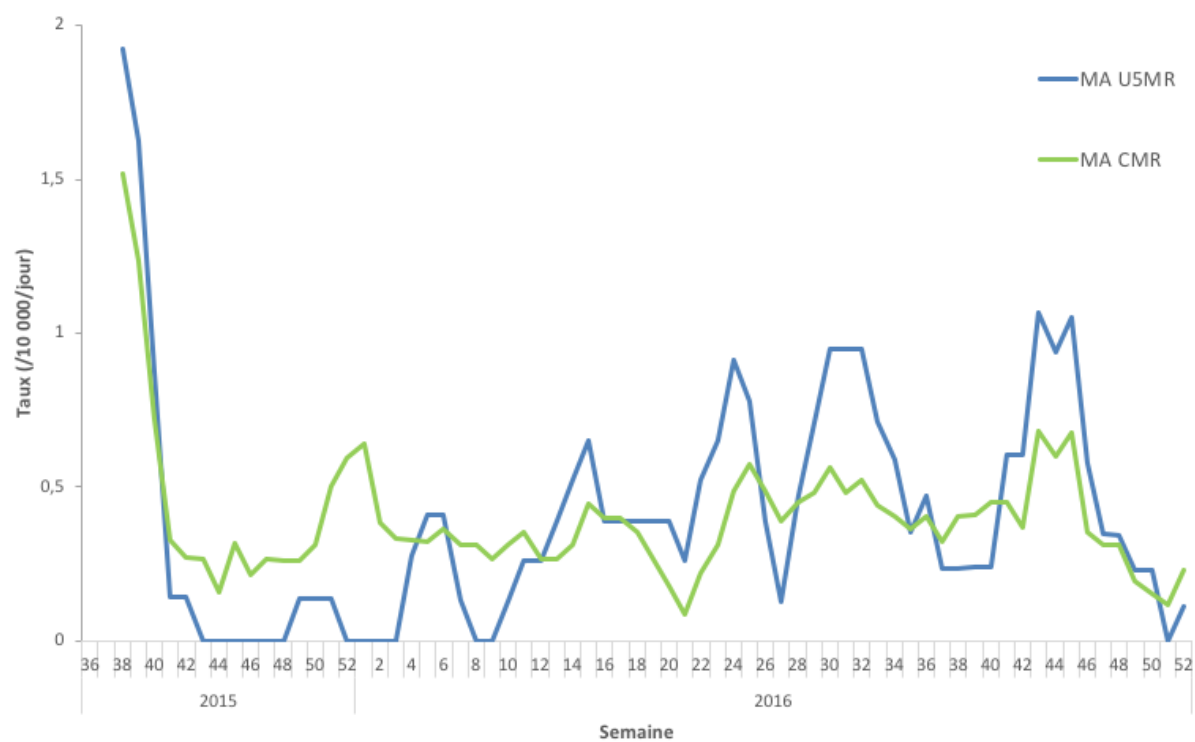


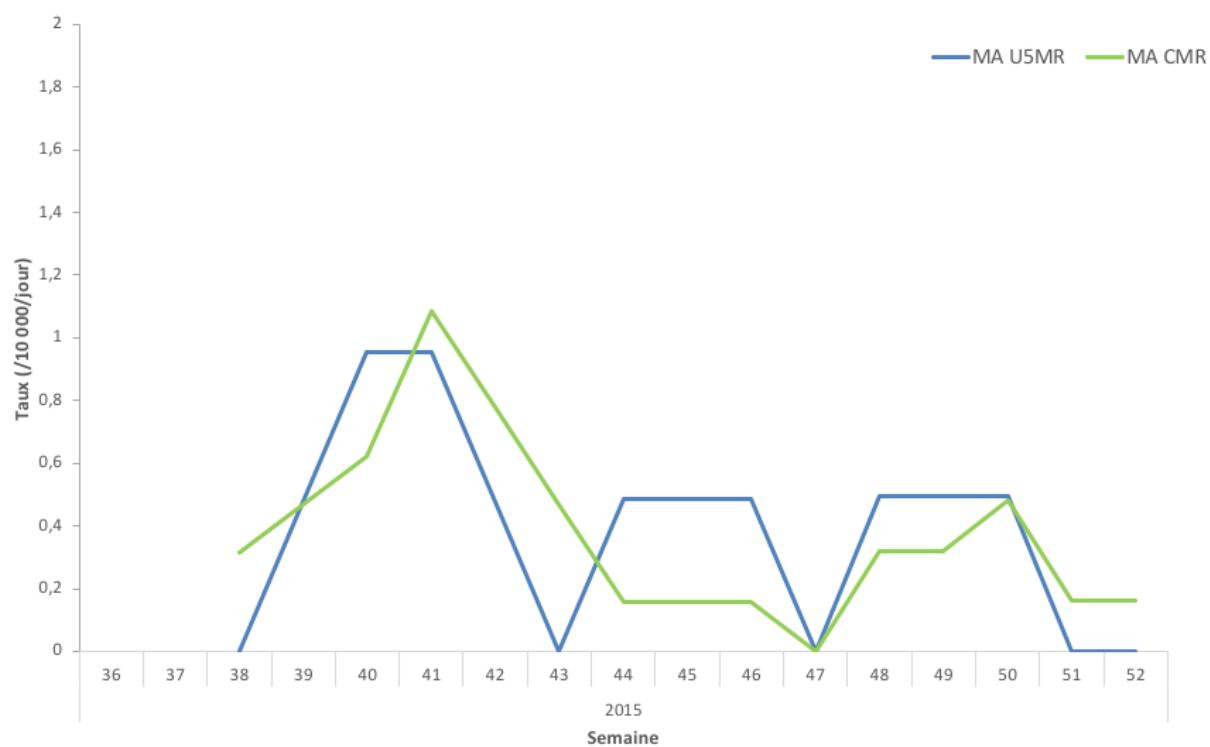
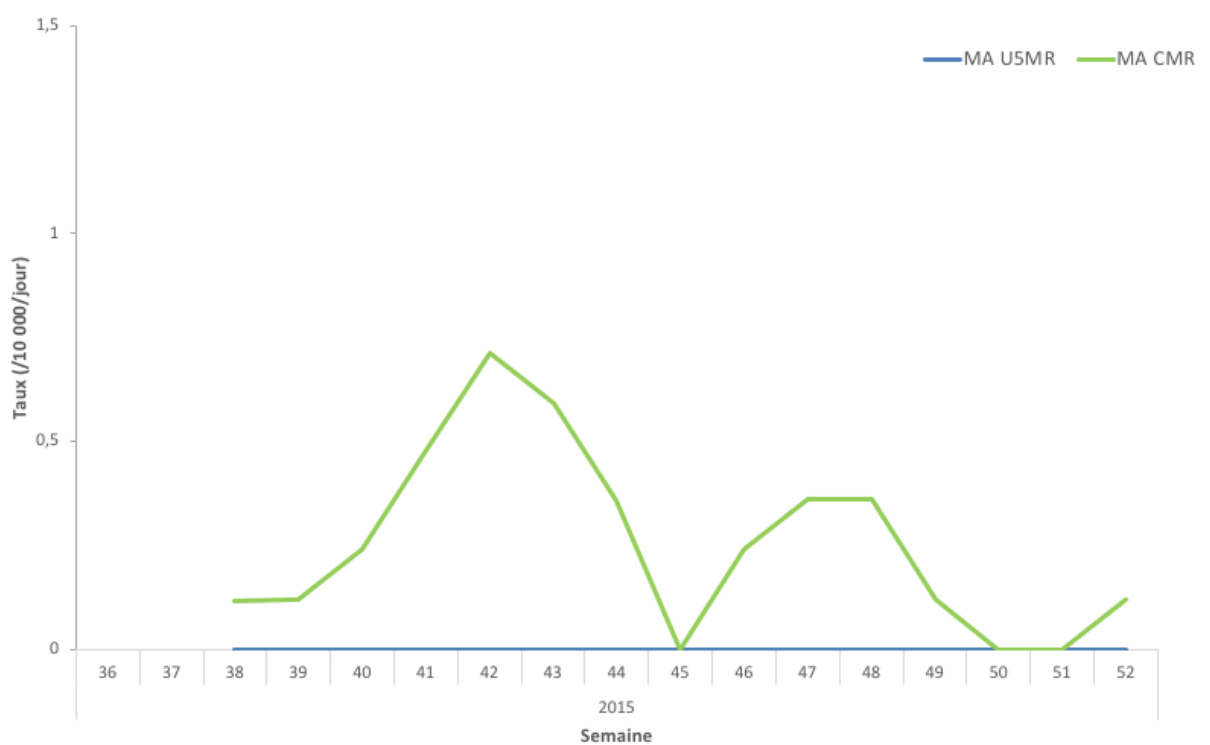
Graphique 10. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Gubio, Maiduguri, 2015-2016**Graphique 11. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de FTC, Maiduguri, 2015-2016**

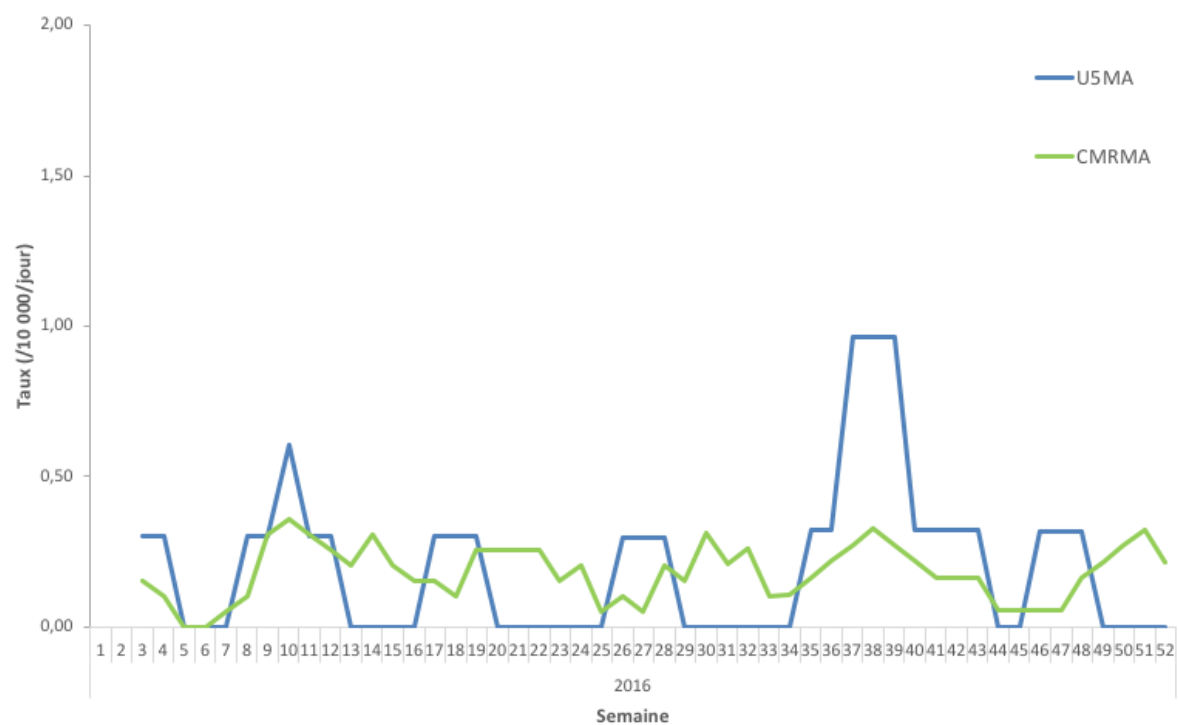
Graphique 12. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de NYSC, Maiduguri, 2015-2016**Graphique 13. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Bakassi, Maiduguri, 2015-2016**

Graphique 14. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Dalori 2, Maiduguri, 2015-2016**Graphique 15. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Government College, Maiduguri, 2015**

Graphique 16. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Goni Kachallari, Maiduguri, 2015-2016**Graphique 17. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de HICC, Maiduguri, 2015-2016**

Graphique 18. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Shehu Sanda, Maiduguri, 2015**Graphique 19. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Farm Center, Maiduguri, 2015-2016**

Graphique 20. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de WTC, Maiduguri, 2015**Graphique 21. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Yerwa, Maiduguri, 2015**

Graphique 22. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de TV Center, Maiduguri, 2016

ANNEXE 7

Données de programme médicales

Consultations externes (OPD) et hospitalisation (IPD)

Tableau 11. Total consultations externes (générales et pédiatriques), MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016

	Jan 2015	Feb 2015	March 2015	April 2015	May 2015	June 2015	Jul 2015	Aug 2015	Sept 2015	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Jan 2016	Feb 2016	March 2016	Apr 2016	May 2016	June 2016	July 2016	Aug 2016	Sept 2016	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016	Total
ATC camp	1050	1046	924	988	1356	1657	483	2565	3628	5080	5381	2391													26549
TV	705	2617	4475	4106	3268	2772	1668	3799	2031	2693	2661	1157													31952
NYSC	1433	1039	1042	709	918	237																			5378
Gubio					2141	657																			2798
Dalori 2													1065	1125	1294	1860	2245	1212	875						9676
Bolori 2								4575	4180	6181	8820	3639	3571	7816	6506	7315	7714	9696	8070	10689	8464	8980	6615	3794	116625
Maimusari						3597	3181	4947	4030	3606	6008	2679	5406	6539	9713	9237	10916	8760	7551	12905	12168	15049	6733	4766	137791
Total	3188	4702	6441	5803	7683	8920	5332	15886	13869	17560	22870	9866	10042	15480	17513	18412	20875	19668	16496	23594	20632	24029	13348	8560	330769

Graphique 23. Total consultations externes (générales et pédiatriques), par site, MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016

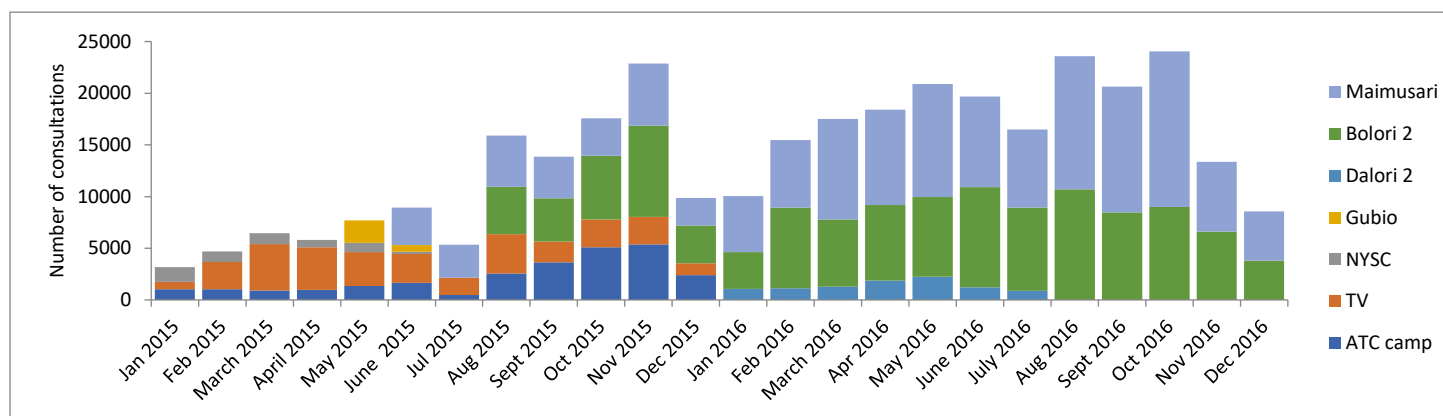


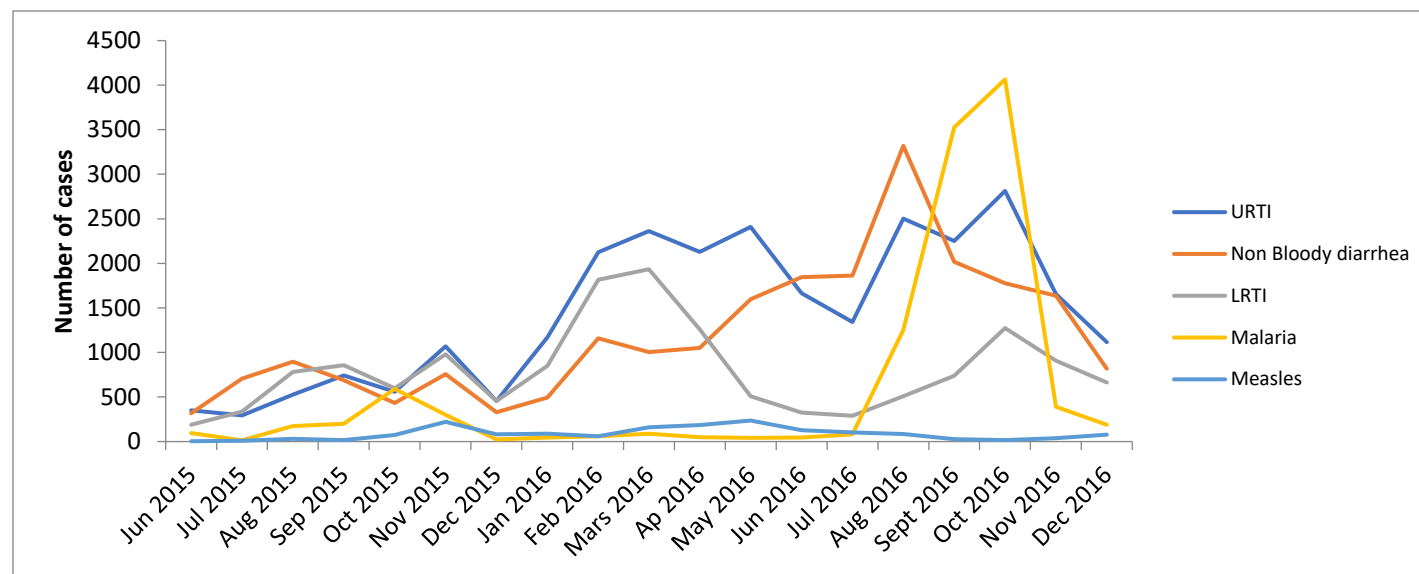
Tableau 12. Total consultations externes pédiatrie, Maimusari, MSF OCP, Maiduguri, juin 2015-dec 2016

Period/data	Jun 2015	jul 2015	aug 2015	sept 2015	oct 2015	nov 2015	dec 2015	jan 2016	feb 2016	mar 2016	apr 2016	may 2016	jun 2016	jul 2016	aug 2016	sept 2016	oct 2016	nov 2016	dec 2016	Total
Total consultations less than 59 months	713	978	2442	2566	1836	2898	1305	2264	5186	6830	5478	6735	5420	5043	8756	8939	10368	6623	4579	88959
Total consultations above 5 years	2706	2073	2400	1312	1689	3051	1327	3142	1353	2883	3759	4181	3340	2508	4149	3229	4681	110*	187*	48080
Total	3419	3051	4842	3878	3525	5949	2632	5406	6539	9713	9237	10916	8760	7551	12905	12168	15049	6733	4766	137039
% Referrals (MSF IPD and external facility)	2.4	4.3	4.2	4.8	3.6	9.3	8.3	0.5	5.5	8.6	7.6	6.7	7.2	7.4	6.5	3.7	2.9	1.0	1.7	5.3

Tableau 13. Total consultations externes pédiatrie, Bolori 2, MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016

Data / Period	Aug 2015	Sept 2015	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Jan 2016	Feb 2016	March 2016	Apr 2016	May 2016	June 2016	July 2016	Aug 2016	Sept 2016	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016	Total
Total Consultations less than 59 Months	3595	3671	4687	6833	2895	2678	6284	5992	5479	5904	7302	5864	3455	5441	5346	4680	2602	86 888
Total Consultations - 5-14 years	980	509	1494	1987	744	893	1 532	514	1 836	1 810	2 394	2 206	3 054	3 023	3 634	1 935	1 192	29 737
Total consultations	4575	4180	6181	8821	3639	3571	7816	6506	7315	7714	9696	8070	6509	8464	8980	6615	3794	116 625
% referrals to external structure	1.5	3.6	1.6	0.9	2.5	2.1	1.9	1.5	1.0	1.2	1.1	1.5	1.9	1.5	2.3	1.2	3.0	

Graphique 24. Principales pathologies, consultations externes Maimusari, MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016



Graphique 25. Principales pathologies, consultations externes Bolori 2, MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016

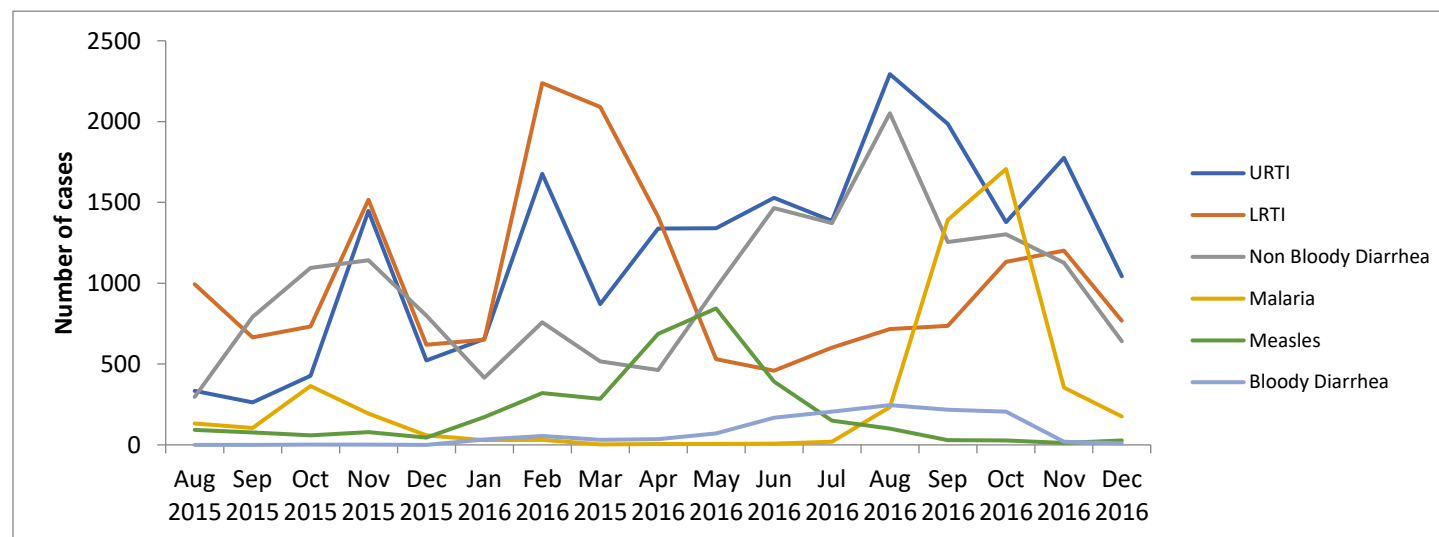


Tableau 14. Admissions et sorties, hospitalisation pédiatrique Maimusari & IDH, Maiduguri, 2015-2016

	June 2015	Jul 2015	Aug 2015	Sept 2015	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Jan 2016	Feb 2016	March 2016	Apr 2016	May 2016	June 2016	July 2016	Aug 2016	Sept 2016	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016	Total / average
Total Admissions	28	33	81	128	202	156	79	103	14	NO IPD (closure IDH)					153	380	434	148	204	2143
Total Exits	27	28	62	98	188	152	64	75	18						154	334	483	144	208	2035
% Defaulted	7.4	7.1	3.2	6.1	1.6	1.3	1.6	1.3	N/A						1.3	1.2	0.2	2.1	1.9	2.8
% References	3.7	35.7	8.1	12.2	9.0	10.5	17.2	1.3	11.1						1.3	1.8	1.9	9.7	3.8	9.0
Mortality Rate	14.8	10.7	6.5	9.2	7.4	11.2	N/A	8	16.7						9.7	18	18.2	9.7	6.7	11.3
Average Length of Stay	0	1	2	4	3	10	9	8	N/A						4	2.9	3.2	4.7	4	4.3
Bed Occupancy Rate	2.9	8.9	39.0	61.8	65.9	135.7	58.0	60.8	0						59.8	94.2	109	58.8	73.1	63.7

*up to 15 years old

Tableau 15. Principales pathologies, hospitalisation pédiatrique Maimusari, Maiduguri, août-déc 2016

Data	August	September	October	November	December	Total	%
Malaria (P. falciparum)	108	290	391	40	45	874	58.5%
Lower Respiratory Tract Infection	17	45	41	24	43	170	11.4%
Sepsis	12	10	48	18	27	115	7.7%
Non-Bloody Diarrhea	6	13	6	24	38	87	5.8%
Other Pathologies	7	14	21	6	14	62	4.1%
Other Digestive System Symptoms	3	7	12	13	8	43	2.9%
Sickle Cell Disease	2		4	10	20	36	2.4%
Other Respiratory Problems	3	3	20	4	3	33	2.2%
Disorder of Urinary System		3	2	4	8	17	1.1%
Meningitis, Unspecified	1		4	8	3	16	1.1%
Septic Shock		2	4	3	2	11	0.7%
Tetanus		3	4		2	9	0.6%
Bloody Diarrhea		5	2		1	8	0.5%
Acute Abdomen				2	2	4	0.3%
Tuberculosis Respiratory, Not Confirmed	3					3	0.2%
Whooping Cough (Pertussis)					3	3	0.2%
Measles - Primary Diagnosis	2					2	0.1%
Injury, Unspecified	1					1	0.1%
Fever of Unknown Origin	1					1	0.1%

Tableau 16. Consultations santé de la femme et santé maternelle, Maimusari Gynobs OPD, Maiduguri, août 2015-déc 2016

	May 2015	Jun 2015	Jul 2015	Aug 2015	Sep 2015	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Jan 2016	Feb 2016	Mar 2016	Apr 2016	May 2016	Jun 2016	Jul 2016	Aug 2016	Sept 2016	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016	Total
Total ANC Consultations	179	874	586	936	1105	1364	1641	1273	2 694	3 487	2 465	2 368	3 047	2 108	2 618	3 866	2 755	3 577	2 986	2 174	42 103
Total PNC Baby Consultations	1	68	26	148	133	152	154	144	250	138	367	388	323	275	261	407	413	440	489	542	5 119
Total ANC / PNC	180	942	612	1084	1238	1516	1795	1417	2 944	3 625	2 832	2 756	3 370	2 383	2 879	4 273	3 168	4 017	3 475	2 716	47 222
Total Deliveries (excl. C-section)	18	109	74	139	143	156	302	249	276	265	268	314	421	314	317	478	499	560	453	399	5 754
Family planning consultation	4	9	8	16	14	18	29	8	0	0	0	0	256	311	239	365	214	299	374	413	2577
Abortion	0	2	1	0	25	13	5	0	0	4	1	0	2	0	2	5	2	0	1	2	65

Nutrition**Tableau 17. Total admissions et principaux indicateurs, MSF ATFC (programme nutritionnel ambulatoire), 2015-2016 (données agrégées), Maiduguri**

Period	Total Admissions	Patient Followed at the End of the Week	Total Exits	Admission for SAM	Admission for MAM	% Recovered	% Defaulter	Movements ATFC to ITFC	Average length of stay
January 2015	255	NA	30	255	0	100	NA	0	NA
February 2015	153	NA	69	153	0	100	NA	0	NA
March 2015	105	NA	62	105	0	100	NA	0	NA
April 2015	64	129	24	63	0	83	13	0	NA
May 2015	274	299	107	274	0	68	32	0	56
June 2015	383	442	117	390	0	53	43	0	26
July 2015	374	352	328	423	1	47	51	3	39
August 2015	804	765	278	811	75	38	50	11	26
September 2015	792	1154	563	604	293	48	40	29	28
October 2015	804	812	1236	649	252	66	26	19	33
November 2015	607	767	665	447	306	66	27	6	32
December 2015	713	592	800	518	293	74	16	5	29
January 2016	209	695*	198	88	43	83.8	8.1	10	34
February 2016	435	569	491	432	3	70.1	21	42	42
March 2016	587	646	510	509	78	75.3	13.5	56	42
April 2016	598	683	561	590	8	76.1	13.7	53	44
May 2016	753	704	732	749	4	74.2	16.1	66	45.4
June 2016	747	719	667	746	1	67.6	21.6	51	28.2
July 2016	896	948	764	889	7	63	24.6	80	23.1
August 2016	1591	1775	856	1589	2	67.3	23.4	78	24.3
September 2016	861	1780	1153	858	3	65.7	21.8	93	33.3
October 2016	1248	1875	1045	813	435	50.9	30	106	38.2
November 2016	4294	5124	546	995	3299	56.4	31	31	22.4
December 2016	957	5535	3654	276	681	85	13.4	49	30
Total / Average	19152	1255	15749	13226	5784	70.6	72.8	788	

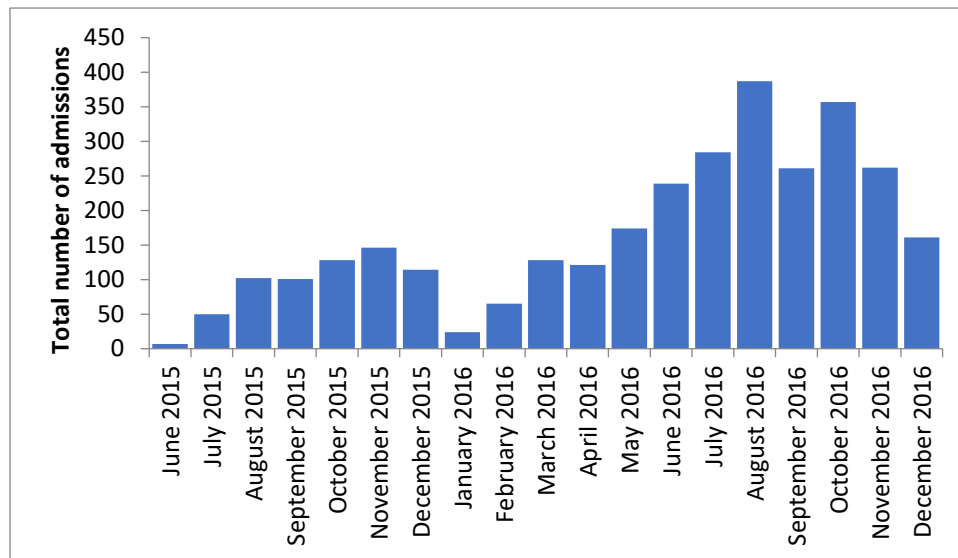
*Données S3 et S4 Maimusari manquantes (source DHIS)

Tableau 18. Total admissions par site, MSF ATFC 2015-2016, Maiduguri

Period	Admissions per site							Total
	NYSC	ATC	TV camp	Maimusari	Bollori 2	Gubio	Gwange	
January 2015	79	71	105	No activities	No activities			255
February 2015	43	39	71					153
March 2015	38	28	39					105
April 2015	31	9	24					64
May 2015	61	32	64	96	No activities	21		274
June 2015	29	55	68	218		13		383
July 2015	End of activities	26	50	298				374
August 2015		End of activities	End of activities	489	315		No activities	804
September 2015				491	301			792
October 2015				455	349			804
November 2015				239	368			607
December 2015				230	483			713
January 2016				64 ¹	131*			209
February 2016				134	301			435
March 2016				197	390			587
April 2016				239	359			598
May 2016				370	383			753
June 2016				467	280			747
July 2016				545	351			896
August 2016				959	632			1591
September 2016				543	318			861
October 2016				645	603			1248
November 2016				1943	1336		1015	4294
December 2016				502	220		235	957

¹ Source : fichier EXCEL nutrition MSF (no data in DHIS)

*Partial data (2 weeks)

Graphique 26. Total admissions, centre thérapeutique nutritionnel intensif (ITFC)*, Maiduguri, juin 2015-décembre 2016**

*situé successivement à Maimusari, IDH, Gwange

**data for January and February are only partial due to a change of data collection system

Tableau 19. Admissions et principaux indicateurs, ITFC MSF OCP, enfants 6-59 mois, Maiduguri, 2015-2016

	Total Admissions	Patients suivis à la fin du mois	Total sorties	% MAM	% SAM	Durée Moyenne de séjour (jour)	Taux d'occupation des lits (%)	% perdus de vue	% guéris	Taux de mortalité	Transfert ATFC vers ITFC	Movement Out (ITFC to ATFC)	% Transfer Structure externe
June 2015	7	6	11	0	100	N/A	N/A	0	N/A	9	2	8	0
July 2015	50	16	33	2	98	N/A	N/A	9	N/A	12	3	17	9
August 2015	102	60	40	0	100	6	N/A	4	N/A	16	52	558	7
September 2015	101	32	68	0	100	N/A	N/A	8	N/A	8	79	91	12
October 2015	128	42	39	2	98	N/A	N/A	3	N/A	4	71	146	7
November 2015	146	49	65	19	81	N/A	N/A	4	N/A	2	49	98	2
December 2015	114	28	89	0	100	12	N/A	1	N/A	1	42	48	2
January 2016*	24	24	41	39	61	10	N/A	N/A	48.9	0	7	20	2.4
February 2016*	65	60	31	40	60	5.9	27.2	0	48.4	0	13	15	3.2
March 2016	128	139	138	17.7	82.3	4.8	48.9	7.4	45.6	0.68	36	58	4.3
April 2016	121	115	140	15.7	84.3	7.3	113	3.4	55.8	2.1	37	48	4.3
May 2016	174	129	175	0	100	2.3	65.9	2.1	49.1	2.1	46	67	8.0
June 2016	239	255	237	0.5	99.5	2.6	72.5	4	57.4	4.8	31	52	7.6
July 2016	284	319	139	0.7	99.3	9.2	78.4	8.7	18.7	20	74	60	8.6
August 2016	387	490	378	0	100	23.8	79.4	7.8	0**	18.1	116	272	2.1
September 2016	261	352	256	0	100	3.9	58.5	3.4	0**	14.9	111	207	1.2
October 2016	357	434	375	10	90	4.2	89.4	2.3	0**	9.1	210	329	0.5
November 2016	262	306	233	17.7	83.3	4.4	72.8	4.1	3.5**	9	82	192	0.9
December 2016	161	234	166	39	61	4.7	76.9	2.7	7.2**	6.4	79	136	1.2
Total / average	3111	3090	3475	11.3	94.3	7.2	71.2	3.9		7.7	1140	2422	4.4

* données partielles en raison du changement de logiciel

** chiffres non réalistes (donc données non fiables)

Urgences**Tableau 20. Emergency Department Umaru Shehu, Maiduguri, oct 2015-juin 2016**

	Oct 2015	Nov 2015	Dec 2015	Janv 2016	Fev 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016
Total presentations	731	1085	800	366	517	91	51	560	246
% Admitted to MSF Facility	NA	NA	NA	18.6	24.8	35.2	56.9	29.1	41.1
% Trauma Cases	15.8	13.3	14.3	21	20.3	17.6	17.6	23.6	22.4
% Violence related trauma	NA	NA	NA	2.8	13.3	20	12.5	22.2	9.5
% Green - Triage	NA	NA	NA	36.1	22.1	30.8	11.8	9.1	4.1
% Yellow - Triage	NA	NA		47	57.6	52.7	70.6	68.6	79.3
% Red - Triage	NA			16.1	19.7	16.5	17.6	22.3	16.7
% Black - Triage	NA			0.82	0.58	0	0	0	0

Monguno**Tableau 21. Principaux indicateurs ER MSF Monguno, Borno state, oct-décembre 2016**

	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016
Total Consultations (<5 years)	51	297	818
Total Consultations (5-14 years)	29	293	576
Total Consultations (>=15 years)	133	1376	1943
Total	213	1966	3337

Tableau 22. Principaux indicateurs ER MSF Monguno, Borno state, octobre-décembre 2016

	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016
Presentations, <5 y	145	303	494
Presentations, 5-14 y	30	82	62
Presentations, >=15 y	34	45	18
Total	209	430	574
Red - Triage Type	11	17	39
Yellow - Triage Type	115	263	405
Green - Triage Type	83	146	130
% Red - Emergency Room	5.3	4	6.8

Tableau 23. Principaux indicateurs IPD Monguno, Borno state, octobre-décembre 2016

	Oct 2016	Nov 2016	Dec 2016
Total Admissions	52	150	228
Total Exits	56	146	142
Deceased < 24h after Admission	1	4	6
Deceased >= 24h after Admission	1	6	5
Defaulted		4	0
Discharged Home	53	131	131
Referred to External Facility	1	1	
Mortality Rate	3.6	6.8	7.7
Average Length of Stay (days) - Pediatric IPD Ward	3.4	4.2	5
Average bed occupancy rate (%)	42.6	70.1	98.2

ANNEXE 8

Aperçu des opérations de secours

Mobilisation nationale

A la suite de l'enlèvement des lycéennes de Chibok en avril 2014, l'administration fédérale annonce la création de plusieurs programmes, comités et fonds censés coordonner et financer l'aide aux victimes du conflit. C'est le cas du « Victim Support Fund » créé en 2014 sous la présidence de Jonathan Goodluck pour « *mobiliser, gérer, allouer, et administrer l'aide aux victimes du terrorisme*¹ », du *Presidential Committee on North East Intervention* mis en place en juillet 2015 par le président Muhammadu Buhari pour « *coordonner les efforts humanitaires nationaux et internationaux* » (mais qui n'a qu'une existence formelle jusqu'en 2016), ou encore du *North East Marshall Plan* annoncé en octobre 2015 pour financer « *les interventions d'urgence immédiates, la reconstruction économique et le développement dans le nord-est* ». La plupart des observateurs estiment que ces « *plateformes sont plus destinées au partage de la rente clientéliste entre les élites de la région qu'au financement de l'aide humanitaire* ² ». En pratique, l'essentiel de l'aide gouvernementale aux victimes du conflit a été fournie par les organismes de protection civile, la National Emergency Management Agency (NEMA) et son homologue au niveau des États, la SEMA. L'armée, les ministères régionaux de la Santé, des Ressources aquifères et de l'Agriculture ont également été mobilisés.

Créée à l'origine pour venir en aide aux victimes de catastrophes naturelles, la NEMA/SEMA est notamment chargée de gérer les camps de déplacés officiels et d'organiser les distributions générales de nourriture. En juin 2016, la NEMA affirmait acheminer chaque mois 14 000 tonnes de nourriture dans le Borno au profit de la SEMA – soit l'équivalent d'une ration complète mensuelle pour 800 000 personnes.

Plusieurs enquêtes policières ³, journalistiques et parlementaires ⁴ ont mis en évidence d'importants détournements impliquant la SEMA et des représentants de déplacés. Jusqu'à 50% de la nourriture remise à la SEMA par la NEMA serait revendue, estime un journaliste d'investigation nigérian. Une partie de la nourriture restante serait par la suite accaparée par des

¹ <http://victimssupportfundng.org/>

² ICG, "North-eastern Nigeria and Conflict's Humanitarian Fallout", 4 août 2016.

<https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/northeastern-nigeria-and-conflict-s-humanitarian-fallout>

³ Abdulkareem Haruna, "Boko Haram victims dying of starvation as Borno officials steal relief materials", *Premium Times*, June 18, 2016 <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/205489-boko-haram-victims-dying-starvation-borno-officials-steal-relief-materials.html>

⁴ Yomi Kazeem, "An \$8 million refugee fund scandal shows Buhari's anti-corruption drive in Nigeria is not going to plan" *Quartz Africa*, 9 décembre 2016. <https://qz.com/858019/a-new-8m-scam-of-relief-funds-shows-nigerias-buhari-anti-corruption-drive-is-not-going-to-plan/>

représentants de déplacés¹. Plusieurs manifestations de déplacés protestant contre ces détournements ont eu lieu au seconde semestre 2016².

A l'occasion de la campagne présidentielle de 2015, les partis politiques se sont également impliqués dans l'aide aux déplacés, notamment sous forme de distributions alimentaires. Le plus gros de l'assistance aux déplacés a été fourni par des institutions privées nigérianes : familles, groupements professionnels, églises, mosquées, ONG locales, philanthropes et fondations. La Fondation Dangote, dirigée par le milliardaire nigérian Aliko Dangote³, est l'un des plus gros donateurs d'aide alimentaire.

Mobilisation internationale

Le conflit dans le nord-est du Nigéria fait l'objet d'une très faible mobilisation humanitaire internationale durant ses sept premières années. Selon OCHA, seule une dizaine d'agences de secours internationales sont présentes dans le Borno fin 2014, dont cinq agences des Nations unies⁴, l'OIM, le CICR⁵ et trois ONGs : IRC, ACF et MSF. Toutes sont arrivées en avril 2014 après la médiatisation de l'enlèvement des filles de Chibok⁶ (cf. encadré *supra*). Il semble qu'ECHO soit alors le seul bailleur de fonds d'urgence dans le pays, avec un budget inférieur à 10 millions d'euros⁷.

Les premiers appels de fonds lancés par OCHA en 2014-2015 pour le Nigéria sont modestes⁸, de même que la réponse des bailleurs de fonds dont l'aide globale aux victimes du conflit⁹ passe de 69,6 millions d'USD en 2014 à 158 millions d'USD en 2015¹⁰. Les financements internationaux

¹ "UNDERCOVER: In Borno, children are dying at IDP camps, foodstuffs are 'disappearing' at SEMA store", *The Cable*, 29 décembre 2016. <https://www.thecable.ng/undercover-investigation-borno-children-dying-idp-camps-foodstuffs-disappearing-sema-store>

² Cf. par exemple, Ndahi Marama, "IDPs protest over food in Borno", *The Vanguard*, August 26, 2016 <https://www.vanguardngr.com/2016/08/idps-protest-food-borno/>

³ En 2017, il est classé à la 105e place du classement Forbes des plus grosses fortunes mondiales, avec une fortune évaluée à 12,2 milliards de dollars.

⁴ OCHA, UNICEF, OMS, FNUAP, UNDP mais pas le PAM qui ne sera enregistré au Nigéria qu'en 2016.

⁵ Travaillant en partenariat avec la Croix-Rouge nigériane, le CICR dispose de bases à Maiduguri, Jos et Kano. Depuis août 2013, il serait engagé dans des secours matériels (abris, couvertures, NFI pour 18 000 déplacés du Borno et distribuerait de la nourriture à 1500 veuves de guerre).

⁶ En avril 2014, IRIN déplore un manque d'assistance en nourriture et en biens et services de première nécessité pour les déplacés du Borno, qu'elle attribue aux craintes liées à la sécurité, au manque d'acteurs sur le terrain et à la croyance excessive dans les capacités d'action du gouvernement (IRIN, *Need to ramp up aid response in Nigeria's violence-torn northeast*, KANO, 22 April 2014).

⁷ Son budget 2013 pour l'ensemble du Nigéria est de 9,8 M d'euros, principalement destinés au nord-est et aux zones victimes d'inondations. Cette somme est faible comparée aux 55 millions d'euros alloués au Tchad et au Niger au titre de l'aide humanitaire d'urgence (IRIN, *Le ralentissement du commerce céréalier nigérian menace la sécurité alimentaire au Sahel*, DAKAR/KANO, 27 mai 2013) ; au 22 avril 2014, le budget d'ECHO pour le Nigeria était encore plus bas, 7,5 M euros (IRIN, *Need to ramp up aid response in Nigeria's violence-torn northeast*, KANO, 22 April 2014.) Seul bailleur humanitaire travaillant dans le pays (avec un bureau à Abuja tout nouvellement ouvert), ECHO se plaint d'un manque non pas de fonds, mais de capacités des partenaires sur le terrain (IRIN, *Humanitarian response gap grows in northern Nigeria*, KANO, 14 March 2014).

⁸ 94 millions d'USD en 2014, 100 millions en 2015.

⁹ En réponse à l'appel consolidé d'OCHA et hors appel.

¹⁰ OCHA estime alors à 4,6 millions le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence au Nigéria contre 250 000 au Cameroun auquel les bailleurs allouent 100 millions d'euros, soit dix fois plus par victime recensée qu'au Nigéria.

sont principalement alloués au CICR (27%) et aux agences des Nations unies (33%) dont l'Unicef est le principal récipiendaire (18 millions USD), le PAM n'ayant qu'un rôle de conseiller technique au Nigéria et ne menant aucune opération.

Jusque début 2016, l'Unicef et le CICR sont avec MSF les principaux acteurs de la réponse internationale dans le Borno. L'agence de l'ONU soutient de nombreux postes de santé ainsi que des programmes nutritionnels ambulatoires ; travaillant par le biais de la Croix-Rouge nigériane, le CICR assure notamment des distributions générales de nourriture pour 500 000 personnes. Essayant de nouer des relations avec Boko Haram et impliqué dans plusieurs tentatives de médiation entre l'insurrection et le gouvernement, le CICR a un fonctionnement particulièrement opaque. Son desk à Genève a refusé de répondre à nos questions. L'Unicef est pour sa part très proche du ministère de la Santé régional avec lequel elle entretient des relations ambiguës.

Début 2016, OCHA publie un appel de fonds consolidé 2,5 fois plus important que l'année précédente (248 millions de USD contre 100 millions en 2015) mais toujours mesuré au regard de la crise, à laquelle semblent s'intéresser un nombre croissant d'ONG internationales, qui se heurtent à d'importantes difficultés d'implantation dans le pays¹. Un tournant s'opère au second semestre 2016, après la médiatisation, à l'initiative de MSF, de la sévérité de la crise dans les camps de déplacés en zone rurale. Le nombre d'organisations recensées par OCHA dans le Borno passe de 15 au mois de janvier à 69 au mois de décembre. Les fonds demandés par OCHA augmentent de 248 millions à 484 millions entre juin et septembre 2016 avant d'atteindre 1,1 milliard pour 2017. En 2016, les bailleurs allouent 270 millions d'USD aux victimes du conflit dans le nord-est, dont plus de la moitié (150 millions USD) est débloquée entre septembre et décembre 2016.

Tableau 24. Evolution des fonds (en millions USD) demandés par OCHA et versés par les bailleurs de fonds au titre du Humanitarian Response, OCHA/FTS, 2012-2017

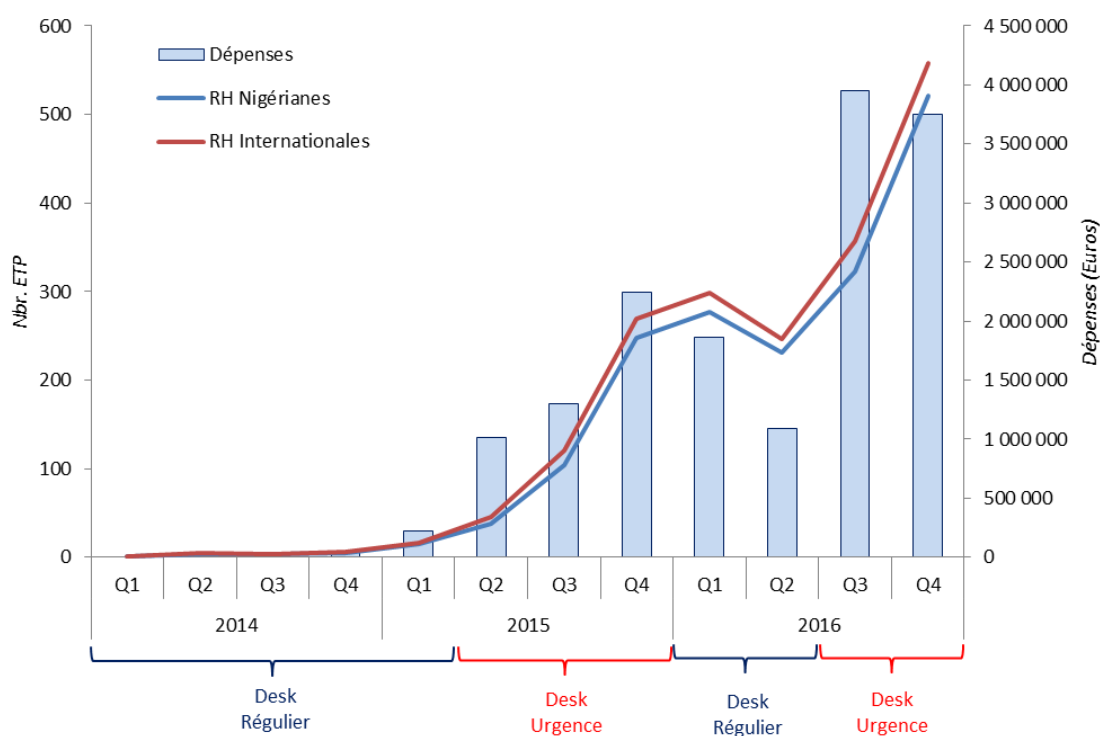
	2012	2013	2014	2015	2016	2017*
Demandés	17,1	22	93,4	100,3	484,2	1 100
Reçus	9,6	19,4	17,8	58	270,4	386,1

*au 30 juin 2017

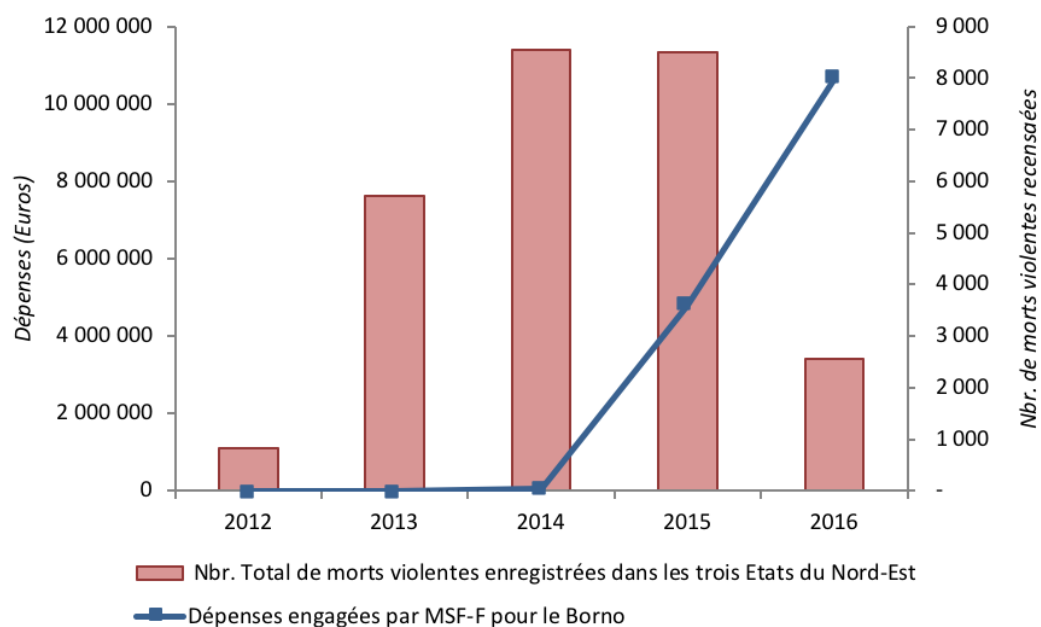
¹ Début 2016, la coordination MSF d'Abuja reçoit la visite de plusieurs représentants d'organismes d'aide, qui viennent s'enquérir de la situation dans le nord-est, pour faire du lobbying auprès des bailleurs ou éventuellement ouvrir une mission (Refugee International, Humanitarian Dialogue, Care). Mais les ONG désireuses de développer leurs opérations font face à des nombreux obstacles posés par le gouvernement fédéral. Le 14 janvier, quatre d'entre elles (COOPI, DRC, IMC, NRC) écrivent au Ministère du Budget de la Planification Nationale pour demander l'accélération de leur procédure d'enregistrement (entamée pour certaines depuis 2013), en l'absence duquel elles ne peuvent obtenir d'exemptions de taxes douanières, signer des contrats de travail légaux, obtenir des visas, ouvrir des comptes bancaires... et obtenir des financements internationaux.

Mobilisation MSF France**Tableau 25. Évolution par trimestre et par année des ressources financières et humaines déployées par MSF-France dans l'État du Borno, MSF, Dépt. Finances et Contrôle interne, 2014-2016**

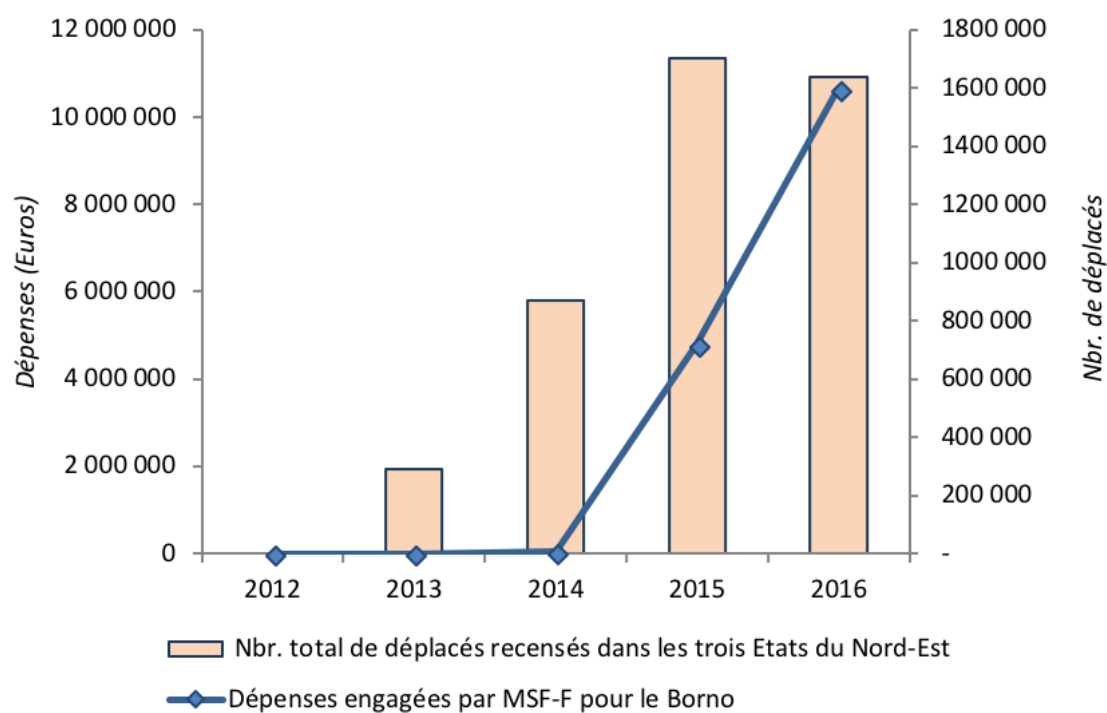
		Dépenses (€)		Ressources humaines (ETP)	
		Total Nigéria	Dont Borno	Nigérians	Expatriés
2014	Q1		-	1	0
	Q2		-	3	1
	Q3		-	3	1
	Q4		39 375	5	1
Année 2014		5 158 409	39 3975	3	0,7
2015	Q1		224 624	14	2
	Q2		1 017 749	37	8
	Q3		1 302 987	104	16
	Q4		2 248 204	248	21
Année 2015		10 123 594	4 793 564	109	12
2016	Q1		1 861 475	277	22
	Q2		1 087 782	231	16
	Q3		3 952 439	323	34
	Q4		3 751 243	521	36
Année 2016		17 511 085	10 652 939	339	31

Graphique 27. Évolution trimestrielle des ressources humaines et financières déployées par MSF France dans l'État du Borno, MSF, Département Finances et Contrôle interne, 2014-2016

Graphique 28. Évolution comparée des dépenses MSF-F au Borno et du nombre de morts enregistrées dans les trois Etats du nord-est du Nigéria, MSF, CFR, 2012-2016



Graphique 29. Évolution comparée des dépenses MSF-F au Borno et du nombre de personnes déplacées enregistrées dans les trois Etats du nord-est, MSF, CFR, NEMA, DTM, 2012-2016



Graphique 30. Évolution comparée des dépenses trimestrielles MSF-F et du nombre de personnes déplacées dans le Borno, MSF, CFR, NEMA, DTM, 2014-2016

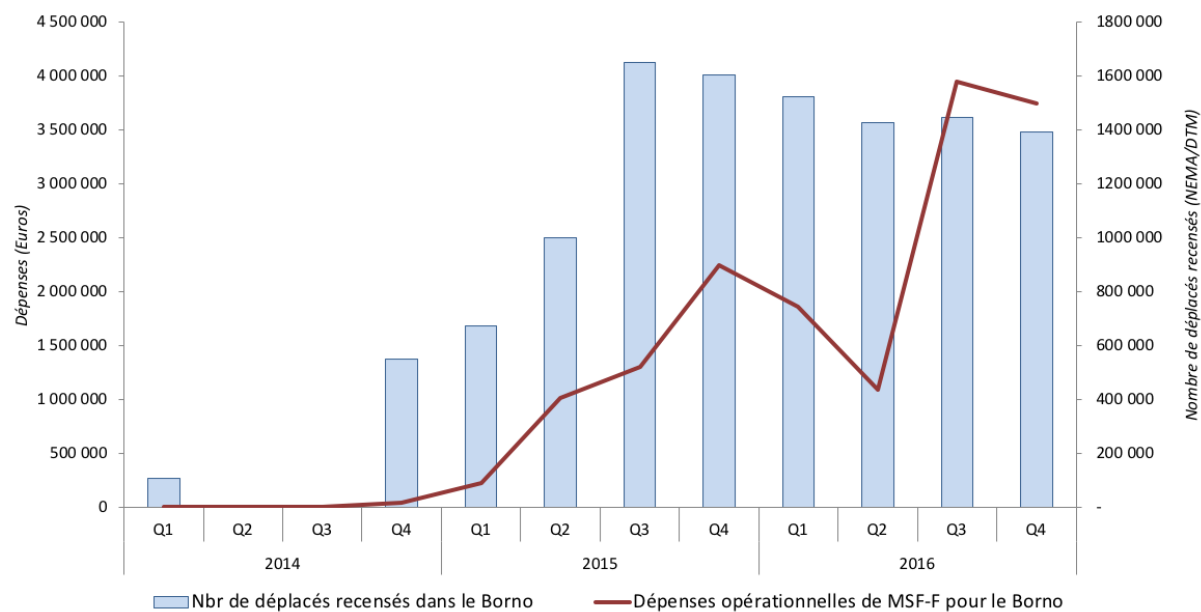


Table des encadrés, tableaux et graphiques

Encadrés & figure

Encadré 1. Le mode opératoire de Boko Haram	7
Encadré 2. Les différentes interprétations du phénomène Boko Haram	12
Figure 1. Affiche de campagne de l'APC pour les élections présidentielles	10

Tableaux

Tableau 1. Distribution géographique des morts recensées dans l'État du Borno, CFR, 2011-2016.....	15
Tableau 2. Nombre de déplacés par État d'accueil recensés par la OIM/NEMA/SEMA (DTM), 2015-2016	19
Tableau 3. Part du Borno dans les mouvements de population au nord-est (source DTM)	20
Tableau 4. Répartition géographique des déplacés internes recensés dans le Borno (source DTM)	20
Tableau 5. Distribution des déplacés à Maiduguri et Jere LGAs par type d'implantation (sources : DTM fichiers "sites" et fichiers "baseline")	21
Tableau 6. Distribution des déplacés dans les LGAs périphériques du Borno par type d'implantation	21
Tableau 7. Synthèse des enquêtes de mortalité rétrospective conduites dans la métropole de Maiduguri et l'Etat du Borno, 2012-2016	28
Tableau 8. Résultats des enquêtes de mortalité rétrospectives Borno, 2015-2016 (sources Epicentre et ACF)..	29
Tableau 9. Synthèse des principales enquêtes nutritionnelles rapides conduites en milieu ouvert à Maiduguri, 2015 - 2016.....	31
Tableau 10. Enquêtes nutritionnelles rapides conduites en milieu ouvert dans le Borno, 2015 – 2016.....	32
Tableau 11. Total consultations externes (générales et pédiatriques), MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016.....	44
Tableau 12. Total consultations externes pédiatrie, Maimusari, MSF OCP, Maiduguri, juin 2015-déc 2016	45
Tableau 13. Total consultations externes pédiatrie, Bolori 2, MSF OCP, Maiduguri, 2015-2016	45
Tableau 14. Admissions et sorties, hospitalisation pédiatrique Maimusari & IDH, Maiduguri, 2015-2016	47
Tableau 15. Principales pathologies, hospitalisation pédiatrique Maimusari, Maiduguri, août-déc 2016.....	47
Tableau 16. Consultations santé de la femme et santé maternelle, Maimusari Gynobs OPD, Maiduguri, août 2015-déc 2016	48
Tableau 17. Total admissions et principaux indicateurs, MSF ATFC, 2015-2016, Maiduguri.....	49
Tableau 18. Total admissions par site, MSF ATFC 2015-2016, Maiduguri	50
Tableau 19. Admissions et principaux indicateurs, ITFC MSF OCP, enfants 6-59 mois, Maiduguri, 2015-2016...	52
Tableau 20. Emergency Department Umaru Shehu, Maiduguri, oct 2015-juin 2016	53
Tableau 21. Principaux indicateurs ER MSF Monguno, Borno state, oct-décembre 2016	54
Tableau 22. Principaux indicateurs ER MSF Monguno, Borno state, octobre-décembre 2016	54
Tableau 23. Principaux indicateurs IPD Monguno, Borno state, octobre-décembre 2016	54
Tableau 24. Evolution des fonds (en millions USD) demandés par OCHA et versés par les bailleurs de fonds au titre du Humanitarian Response, OCHA/FTS, 2012-2017.....	57
Tableau 25. Évolution par trimestre et par année des ressources financières et humaines déployées par MSF-France dans l'État du Borno, MSF, Dépt. Finances et Contrôle interne, 2014-2016.....	58

Graphiques

Graphique 1. Nombre de morts violentes et de déplacés recensés dans les trois États du nord-est du Nigéria (2010-2016) (sources : NEMA, DTM, CFR).....	13
Graphique 2. Nombre de morts recensées dans les États du nord-est, CFR, 2011-2016	15
Graphique 3. Évolution du nombre d'événements violents et de morts associées recensés par la presse nigériane à Maiduguri MC et Jere LGA (source : CFR)	15
Graphique 4. Auteurs des morts violentes, 2011-2016, CFR	16
Graphique 5. Evolution du nombre de déplacés internes par État recensés par la DTM	18
Graphique 6. Répartition des déplacés enregistrés dans le Borno par la DTM	19
Graphique 7. Évolution du nombre de réfugiés nigériens enregistrés au Cameroun, au Niger et au Tchad, UNHCR, Avril 2014-Décembre 2016	23
Graphique 8. Taux brut de mortalité Nord Nigeria, Résultats des diverses enquêtes Epicentre menées en 2015-2016.....	27
Graphique 9. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp d'Arabic Teachers College, 2015	36
Graphique 10. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Gubio, Maiduguri, 2015-2016.....	37
Graphique 11. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de FTC, Maiduguri, 2015-2016.....	37
Graphique 12. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de NYSC, Maiduguri, 2015-2016	38
Graphique 13. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Bakassi, Maiduguri, 2015-2016.....	38
Graphique 14. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Dalori 2, Maiduguri, 2015-2016	39
Graphique 15. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Govt College, Maiduguri, 2015	39
Graphique 16. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Goni Kachallari, 2015-2016.....	40
Graphique 17. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de HICC, Maiduguri, 2015-2016.....	40
Graphique 18. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Shehu Sanda, Maiduguri, 2015	41
Graphique 19. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Farm Center, Maiduguri, 2015-2016 ...	41
Graphique 20. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de WTC, Maiduguri, 2015	42
Graphique 21. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de Yerwa, Maiduguri, 2015	42
Graphique 22. Taux de mortalité en moyenne mobile dans le camp de TV Center, Maiduguri, 2016.....	43
Graphique 23. Total consultations externes (générales et pédiatriques), par site, Maiduguri, 2015-2016	44
Graphique 24. Principales pathologies, consultations externes Maimusari, Maiduguri, 2015-2016	46
Graphique 25. Principales pathologies, consultations externes Bolori 2, Maiduguri, 2015-2016	46
Graphique 26. Total admissions, centre thérapeutique nutritionnel intensif, juin 2015-déc 2016.....	51
Graphique 27. Évolution trimestrielle des ressources humaines et financières déployées par MSF France dans l'État du Borno, MSF, Département Finances et Contrôle interne, 2014-2016	58
Graphique 28. Évolution comparée des dépenses MSF-F au Borno et du nombre de morts enregistrées dans les trois Etats du nord-est du Nigéria, MSF, CFR, 2012-2016	59
Graphique 29. Évolution comparée des dépenses MSF-F au Borno et du nombre de personnes déplacées enregistrées dans les trois Etats du nord-est, MSF, CFR, NEMA, DTM, 2012-2016	59
Graphique 30. Évolution comparée des dépenses trimestrielles MSF-F et du nombre de personnes déplacées dans le Borno, MSF, CFR, NEMA, DTM, 2014-2016.....	60